

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

„Valdības Vēstnesis“  
4581. Rīga. Slokas ielā № 16,  
Valsts arhīvam.

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:  
**ar piesūtišanu:**  
par: Ls  
1 gadu . . . . . 22,—  
1/2 gadu . . . . . 12,—  
3 mēn. . . . . 6,—  
1 „ . . . . . 2,—  
Piesūtot pa pastu  
un pie atkalpār-  
devējiem . . . . . —,13

**bez piesūtišanas:**  
(saņemot ekspedīcijā)  
par: Ls  
1 gadu . . . . . 18,—  
1/2 gadu . . . . . 10,—  
3 mēn. . . . . 5,—  
1 „ . . . . . 1,70  
Par atsevišķu  
numuru . . . . . —,10

## Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

- a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindinām . . . . . Ls 4,—
- par katru tālāku rindīņu . . . . . „—,15
- b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu . . . . . „—,20
- c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.) . . . . . „—,25
- d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . . „—,80

Nr. 132

Sestdien, 16. jūnijā 1934. g.

Septiņpadsmitais gads

Ministru kabinets 1934. g. 12. jūnijā  
ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina  
šādu likumu:

### Likums par Skolu konvenciju starp Latviju un Igauniju.

1. Rīgā 1934. gada 17. februārī parakstītā Skolu konvencija starp Latviju un Igauniju ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.
  2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.
  3. Konvencija stājas spēkā tās 12. pantā paredzētā laikā un kārtībā.
- Rīgā, 1934. g. 16. jūnijā.

Valsts Prezidents A. Kviessis.

Noraksts.

### Convention scolaire entre la Lettonie et l'Estonie.

Le Président de la République de Lettonie, d'une part,

et

Le Président de la République d'Estonie, d'autre part,

désireux de régler la question des écoles qui sont ou seront ouvertes en Lettonie pour les enfants d'origine estonienne et en Estonie pour les enfants d'origine lettonne, ont décidé de conclure une Convention scolaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Voldemārs Salnais, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République d'Estonie:

Son Excellence Monsieur Julius Seljamaa, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

#### Article 1.

La Lettonie ouvrira et entretiendra des écoles primaires pour les enfants d'origine estonienne, sans distinction de religion, et l'Estonie ouvrira et entretiendra des écoles primaires pour les enfants d'origine lettonne, sans distinction de religion, si le nombre des élèves âgés de 8 à 15 ans tenus à fréquenter ces écoles primaires obligatoires, n'est pas inférieur à 15 dans les limites d'une commune ou à 20 dans les limites de plusieurs communes voisines ensemble.

#### Article 2.

Le nombre des instituteurs dans les écoles mentionnées à l'article 1 est fixé d'après le schéma suivant:

L'école avec	1	classe (année scolaire)	comprenant	jusqu'à	40 élèves	—	1	insti- tuteur
„ „	2	classes	„ „	„ „	jusqu'à 35 élèves	—	1	insti- tuteur
„ „	2	„ „	„ „	„ „	de 36—70 élèves	—	2	insti- tuteurs
„ „	3	„ „	„ „	„ „	jusqu'à 30 élèves	—	1	insti- tuteur
„ „	3	„ „	„ „	„ „	de 31—70 élèves	—	2	insti- tuteurs
„ „	3	„ „	„ „	„ „	de 71—110 élèves	—	3	insti- tuteurs
„ „	4	„ „	„ „	„ „	jusqu'à 25 élèves	—	1	insti- tuteur
„ „	4	„ „	„ „	„ „	de 26—60 élèves	—	2	insti- tuteurs
„ „	4	„ „	„ „	„ „	de 61—100 élèves	—	3	insti- tuteurs
„ „	4	„ „	„ „	„ „	plus de 100 élèves	—	4	insti- tuteurs
„ „	5—6	„ „	„ „	„ „	jusqu'à 50 élèves	—	2	insti- tuteurs
„ „	5—6	„ „	„ „	„ „	de 51—90 élèves	—	2	insti- tuteurs
„ „	5—6	„ „	„ „	„ „	plus de 90 élèves	—	4	insti- tuteurs

#### Article 3.

Si le nombre des élèves d'origine estonienne dans une école lettonne ou si le nombre des élèves d'origine lettonne dans une école estonienne est inférieur au nombre indiqué à l'article 1, requis pour l'ouverture d'une école, mais supérieur à 9, la langue maternelle de ces élèves, sur la demande de leurs parents, leur sera enseignée comme matière spéciale.

Le nombre des leçons de la langue maternelle ne peut pas être inférieur à quatre leçons par semaine.

Les enfants dont les parents sont d'origine différente fréquenteront les écoles choisies par leurs parents. Dans le cas où les parents ne se mettraient pas d'accord sur le choix de l'école, c'est le père qui décidera.

#### Article 4.

Les écoles mentionnées à l'article premier seront ouvertes sur la demande des parents ou des tuteurs par l'État ou par les communes (urbaines ou rurales) conformément à la présente Convention.

Ces écoles seront entretenues et pourvues de tout le nécessaire par les communes ou par l'État. Le paiement des traitements au corps enseignant de ces écoles s'effectuera sur la base et dans l'ordre prévus par les lois relatives aux écoles primaires de l'État respectif.

Si les écoles primaires rurales sont fréquentées par des enfants domiciliés plus loin qu'à 3 kilomètres, les Parties Contractantes installeront des internats ou accorderont des sommes nécessaires pour louer et pour entretenir des logements à l'usage des internats d'élèves.

#### Article 5.

La nomination, l'exercice de leurs fonctions et le renvoi des instituteurs se fera conformément aux lois en vigueur dans l'État respectif.

Les personnes ayant acquis le droit d'enseigner dans les écoles primaires en Estonie jouiront de ce droit dans les écoles primaires estoniennes en Lettonie, et les personnes ayant acquis le droit d'enseigner dans les écoles primaires en Lettonie jouiront de ce droit dans les écoles primaires lettonnes en Estonie.

Les instituteurs, citoyens de l'autre Partie Contractante, pourront enseigner dans les écoles avec l'autorisation du Ministre de l'Instruction publique.

Les instituteurs enseignant dans les écoles de l'autre Partie Contractante, comme il est prévu dans la présente Convention, jouiront dans cet État, sans distinction de nationalité, du droit à la pension conformément aux dispositions sur la pension en vigueur dans l'État respectif; dans ces circonstances le temps du service dans les écoles de l'autre État sera pris en considération.

La pension sera payée par l'État où l'instituteur enseigne en prenant sa retraite.

En cas de décès du pensionnaire les membres de sa famille acquerront le droit à la pension.

#### Article 6.

Dans les écoles mentionnées dans les articles premier et 8, l'enseignement se fera dans la langue maternelle des élèves et le corps enseignant se composera des instituteurs de la même origine que les élèves et possédant cette langue. Les directeurs de ces écoles devront connaître les langues lettonne et estonienne.

La langue d'État sera enseignée comme matière obligatoire à partir de la troisième année scolaire.

Les programmes seront conformés aux lois et règlements en vigueur dans l'État respectif.

Ces programmes comprendront aussi l'histoire et la géographie de l'autre Partie Contractante.

#### Article 7.

Si les parents domiciliés sur le territoire d'un des deux États Contractants désirent envoyer leurs enfants dans les écoles de leur langue maternelle situées sur le territoire de l'autre État, aucun obstacle n'y sera fait ni d'une part ni de l'autre.

#### Article 8.

Si le nombre d'enfants d'origine de l'une des Parties Contractantes domiciliés sur le territoire de l'autre et désireux d'entrer dans la première classe de l'école secondaire est au moins trente, le Ministère de l'Instruction Publique de l'État du domicile de ces enfants, sur demande des parents ou des tuteurs, pourvoira à l'ouverture d'une école secondaire où la langue d'enseignement sera la langue maternelle de ces enfants.

Les sommes nécessaires à l'entretien de ces écoles seront accordées respectivement dans les États Contractants conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### Article 9.

En ce qui concerne les retributions scolaires, les citoyens des deux États Contractants jouiront de l'égalité de traitement dans tous les établissements d'instruction d'Estonie et de Lettonie.

#### Article 10.

Les écoles ouvertes aux enfants d'origine estonienne en Lettonie et aux enfants d'origine lettonne en Estonie ne pourront être fermées que dans le cas où pendant deux années consécutives le nombre d'élèves dans ces écoles sera inférieur au minimum prévu par cette Convention.

#### Article 11.

Les instructions nécessaires à l'exécution de cette Convention seront données d'un commun accord par les Ministères de l'Instruction publique des deux Parties Contractantes.

Pour résoudre toutes les questions pouvant se poser durant l'exécution de cette Convention, sera créée une commission mixte sur la base de parité.

Les questions sur lesquelles la commission mixte ne se mettrait pas d'accord seront résolues par voie diplomatique.

#### Article 12.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pour la durée de trois années.

Elle sera considérée comme prolongée par tacite reconduction pour un délai indéterminé si elle n'est pas dénoncée par l'une des Parties Contractantes au moins trois mois avant son expiration. Si elle est prolongée par tacite reconduction, chaque Partie Contractante aura le droit de la dénoncer à tout moment, et, dans ce dernier cas, elle expirera trois mois après la dénonciation mais pas avant la fin de l'année scolaire courant.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, en double expédition, le 17 février 1934.

V. Salnais  
(paraksts).  
(Z. v.)

J. Seljamaa  
(paraksts)  
(Z. v.)

### Skolu konvencija starp Latviju un Igauniju.

Latvijas Republikas Prezidents, no vienas puses,

un

Igaunijas Republikas Prezidents, no otras puses,

vēlēdami nokārtot jautājumu par skolām, kas atvērtas vai ko atvērs Latvijā igauņu tautības bērniem un Igaunijā latviešu tautības bērniem, nolēmuši noslēgt skolu konvenciju un šajā nolūkā iecēlušī par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscelenci Voldemāru Salnais kungu, ārlietu ministru,

Igaunijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscelenci Jūliusu Seljamaa kungu, ārlietu ministru,

kuri, apmaiņūšies savām pilnvarām, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

Tulkojums.



## 1. pants.

Latvija atvērs un uzturēs pamatskolas igauņu tautības bērniem, bez ticības izšķirības, un Igaunija atvērs un uzturēs pamatskolas latviešu tautības bērniem, bez ticības izšķirības, ja 8 līdz 15 gadus vecu skolnieku skaits, kuriem jāpamēklē šīs obligatoriskās pamatskolas, nav mazāks par 15 vienā pagastā vai par 20 vairākos kaimiņu pagastos kopā.

## 2. pants.

Skolotāju skaitu 1. pantā minētās skolās noteic saskaņā ar sekojošo shēmu:

Skolā ar 1 klasi (mācības gadu), kurā ir	līdz 40 skolnieki	— 1 skolotājs
Skolā 2 klasēm	līdz 35 skolnieki	— 1 skolotājs
" 2 " " "	36—70 skolnieki	— 2 skolotāji
" 3 " " "	līdz 30 skolnieki	— 1 skolotājs
" 3 " " "	31—70 skolnieki	— 2 skolotāji
" 3 " " "	71—110 skolnieki	— 3 skolotāji
" 4 " " "	līdz 25 skolnieki	— 1 skolotājs
" 4 " " "	26—60 skolnieki	— 2 skolotāji
" 4 " " "	61—100 skolnieku	— 3 skolotāji
" 4 " " "	vairāk kā 100 skolnieku	— 4 skolotāji
" 5—6 " " "	līdz 50 skolnieki	— 2 skolotāji
" 5—6 " " "	51—90 skolnieki	— 2 skolotāji
" 5—6 " " "	vairāk kā 90 skolnieki	— 4 skolotāji

## 3. pants.

Ja igauņu tautības skolnieku skaits kādā Latvijas skolā vai latviešu tautības skolnieku skaits kādā Igaunijas skolā ir mazāks par 1. pantā noteikto skolnieku skaitu, kāds vajadzīgs skolas atvēršanai, bet tomēr lielāks par 9, tad šo skolnieku mātes valoda, uz viņu vecāku pieprasījumu, tiem pasniedzama kā sevišķs priekšmets.

Mātes valodas stundu skaits nevar būt mazāks par četrām stundām nedēļā.

Dažādu tautību vecāku bērni apmeklē to skolu, ko izvēlas viņu vecāki. Ja vecāki nevarētu vienoties par skolas izvēli, tad tēva lēmums ir izšķirošs.

## 4. pants.

Pirmā pantā minētās skolas atver uz vecāku vai aizbildņu lūgumu valsts vai pašvaldības (pilsētu vai lauku) saskaņā ar šo konvenciju.

Par šo skolu uzturēšanu un apgādāšanu ar visu vajadzīgo jāgādā valstij vai pašvaldībām. Šo skolu skolotājiem algas izmaksājamas uz attiecīgā valstī spēkā esošo pamatskolu likuma pamata un tajos noteiktā kārtībā.

Ja lauku pamatskolas apmeklē bērni, kas dzīvo tālāk par 3 kilometriem, tad Līdzējas Puses ierīko internātus vai piešķir vajadzīgās summas skolnieku internātiem lietojamo dzīvokļu irēšanai un uzturēšanai.

## 5. pants.

Skolotājus ieceļ, viņi savus amata pienākumus izpilda un viņus atlaiž saskaņā ar attiecīgā valstī spēkā esošiem likumiem.

Personas, kas ieguvušas pamatskolu skolotāju tiesības Igaunijā, bauda šīs tiesības arī igauņu pamatskolās Latvijā, un personas, kas ieguvušas pamatskolu skolotāju tiesības Latvijā, bauda šīs tiesības arī latviešu pamatskolās Igaunijā.

Skolotāji, kas ir otras Līdzējas Puses pilsoņi, var pasniegt mācības skolās ar izglītības ministra atļauju.

Skolotāji, kas pasniedz mācības otras Līdzējas Puses skolās, kā tas šajā konvencijā paredzēts, bauda šajā valstī, neatkarīgi no viņu pavalstniecības, tiesību uz pensiju, saskaņā ar attiecīgā valstī spēkā esošiem noteikumiem par pensiju; šādā gadījumā jāievēro arī otrās valsts skolās nostrādātais laiks.

Pensiju izmaksā tā valsts, kurā skolotājs darbojas pensionēšanās laikā.

Pensionējamā nāves gadījumā viņa ģimenes locekļi iegūst tiesību uz pensiju.

## 6. pants.

1. un 8. pantā minētās skolās mācības pasniedz skolnieku mātes valodā un pedagogiskais sastāvs no tādiem skolotājiem, kas pieder pie tās pašas tautības kā skolnieki un pārvalda viņu valodu. Šo skolu direktoriem jāpārziņina latviešu un igauņu valoda.

Valsts valoda mācāma kā obligatorisks priekšmets sākot ar trešo mācības gadu.

Programmām jānosauk ar attiecīgā valstī spēkā esošiem likumiem un noteikumiem.

Šajās programmās ietverama arī otras Līdzējas Puses vēsture un ģeogrāfija.

## 7. pants.

Ja vienas Līdzējas Puses teritorijā dzīvojošie vecāki vēlas sūtīt savus bērnus savas mātes valodas skolās, kas atrodas otras Līdzējas Puses teritorijā, tad ne viena, ne otra puse tam nekādus šķēršļus neliks.

## 8. pants.

Ja vienas Līdzējas Puses tautības bērnu skaits, kuri dzīvo otras teritorijā un vēlas iestāties vidusskolas pirmā klasē, sasniedz vismaz trīsdesmit, tad tās valsts izglītības ministrs, kur šie bērni dzīvo, uz vecāku vai aizbildņu lūgumu, gādā par vidusskolas atvēršanu, kurā mācības valoda būtu šo bērnu mātes valoda.

Šo skolu uzturēšanai vajadzīgās summas attiecīgā Līdzējā valstī piešķir saskaņā ar šo spēkā esošiem likumiem un noteikumiem.

## 9. pants.

Attiecībā uz skolas naudām abu valstu pilsoņi bauda vienādas tiesības visās Latvijas un Igaunijas mācības iestādēs.

## 10. pants.

Igauņu tautības bērniem Latvijā atvērtās skolas un latviešu tautības bērniem Igaunijā atvērtās skolas var slēgt tikai tad, ja divus gadus no vietas skolnieku skaits šajās skolās būtu mazāks par šai konvencijā paredzēto minimumu.

## 11. pants.

Šās konvencijas izpildīšanai vajadzīgās instrukcijas izdod kopīgi abu Līdzēju Pusu izglītības ministrijas.

Visu jautājumu atrisināšanai, kuri varētu celties šās konvencijas izpildīšanas laikā, nodibināma jaukta komisija uz paritātes pamatiem.

Jautājumi, par kuriem jauktā komisija nevarētu vienoties, atrisināmi diplomātiskā ceļā.

## 12. pants.

Šī konvencija ratificējama. Ratifikācijas dokumenti apmaināmi Tallinā, cik drīz vien iespējams.

Konvencija stājas spēkā piecpadsmitā dienā pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas un paliek spēkā trīs gadus.

Konvencija uzskatāma par pagarinātu klusējot uz nenoteiktu laiku, ja viena no Līdzējām Pusēm to neuzteic vismaz trīs mēnešus pirms tās notecējuma. Ja tā pagarināta klusējot, tad katrai Līdzējai Pusei ir tiesība to uzteikt jebkurā laikā, un šādā gadījumā tā izbeidzas trīs mēnešus pēc uzteikšanas, bet ne pirms tekošā skolas gada beigām.

Šo apliecinot, augstāk minētie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un uzspieda tai savus zīmogus.

Izgatavots Rīgā, divos oriģinālos, 1934. gada 17. februārī.

(paraksts) V. S a l n a i s.  
(Z. v.)

(paraksts) J. S e l j a m a a  
(Z. v.)

Ministru kabinets 1934. g. 12. jūnijā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

## Likums par Veterināro konvenciju starp Latviju un Igauniju.

1. Rīgā 1934. gada 17. februārī parakstītā Veterinārā konvencija starp Latviju un Igauniju ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā tās 13. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1934. g. 16. jūnijā.

Valsts Prezidents A. K v i e s i s.

Noraksts.

## Convention vétérinaire entre la Lettonie et l'Estonie.

Le Président de la République de Lettonie et le Président de la République d'Estonie, convaincus que la lutte contre les maladies contagieuses des animaux ne peut être menée à bonne fin que par une collaboration concertée et étroite des pays intéressés, unanimes, d'autre part, à reconnaître que toute action destinée à faciliter les échanges internationaux de bétail et des produits animaux, doit être portée surtout vers l'amélioration des conditions sanitaires vétérinaires par tous les moyens, y compris une collaboration plus étroite,

ont décidé de conclure la présente Convention et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Voldemars Salnais, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République d'Estonie:

Son Excellence Monsieur Julius Seljamaa, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

## I. Dispositions générales.

## Article premier.

Les Hautes Parties Contractantes prendront toutes les mesures législatives et administratives nécessaires à assurer une collaboration concertée, efficace et étroite dans le domaine de la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, et s'engagent:

1) à organiser, sur une base uniforme, une surveillance sanitaire vétérinaire de toutes les institutions et de tous les établissements offrant un intérêt général dans le domaine de la lutte contre les épizooties, pour la surveillance sanitaire générale des produits d'origine animale et pour la production ainsi que le commerce des sérums et des cultures microbiennes;

2) à coordonner la législation vétérinaire administrative en vigueur dans les deux pays sur une base commune, établissant des principes uniformes pour la diagnose des maladies contagieuses des animaux, pour la détermination des régions d'épizooties, ainsi que des stations de quarantaine, pour la suppression des épizooties et pour leur prévention, ainsi qu'en ce qui concerne le transport des animaux et des produits d'origine animale.

## Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à maintenir les institutions vétérinaires d'État, organisées conformément aux recommandations du Comité économique de la Société des nations et de l'Office International des Épizooties, et dont la tâche sera d'organiser et de diriger:

1) le contrôle sanitaire général des animaux, et, particulièrement la lutte contre les maladies contagieuses des animaux dans la pratique,

2) le contrôle sanitaire des produits animaux et, en cas de leur exportation, la délivrance des certificats sanitaires-vétérinaires et d'origine conformes à la réglementation internationale,

3) l'activité des établissements, des institutions et des laboratoires qui s'occupent de l'hygiène animale et de l'hygiène publique, en tant que cette dernière entre dans la compétence des médecins vétérinaires.

## Article 3.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à publier régulièrement des bulletins mensuels sanitaires vétérinaires répondant aux modalités fixées par l'Office International des Épizooties et aux formes adoptées par lui. Ces bulletins contiendront un sommaire sur le mouvement des maladies désignées ci-après: peste bovine (pestis bovum), fièvre aphteuse (aphtae epizooticae), péripneumonie contagieuse (pleuropneumonia bovum contagiosa), fièvre charbonneuse (anthrax), clavelée (variola ovium), rage (rabies vel lyssa), morve (malleus), dourine (exanthema coitale paralyticum), peste porcine (pestis suum). A part les maladies contagieuses mentionnées, les Hautes Parties Contractantes peuvent publier dans leurs bulletins des renseignements sur d'autres maladies contagieuses si elles le jugent utile.

Les administrations centrales vétérinaires des deux Pays échangereont leurs bulletins directement.

## Article 4.

Lorsque sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes est constatée la première apparition de la peste bovine, porcine ou aviaire (pestis bovum, pestis suum et pestis avium), de la fièvre aphteuse (aphtae epizooticae), clavelée (variola ovium), de la péripneumonie contagieuse (pleuropneumonia bovum contagiosa), ou de la dourine (exanthema coitale paralyticum), l'administration centrale vétérinaire du pays respectif informera de ce fait, par voie télégraphique, l'Administration centrale vétérinaire de l'autre Haute Partie contractante.

De même, il sera le devoir des vétérinaires d'État, établis à la frontière, d'informer directement les vétérinaires de l'autre Haute Partie Contractante sur l'apparition et le mouvement des épizooties susmentionnées.

## Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter l'admission à ses institutions sanitaires vétérinaires aux fonctionnaires vétérinaires en mission officielle et aux étudiants et professeurs de la faculté vétérinaire de l'autre pays qui désireraient étudier sur les lieux l'activité de ces institutions et la réglementation vétérinaire-sanitaire de ce pays.

## Article 6.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à informer l'Administration centrale vétérinaire de l'autre Partie sur toutes les difficultés qui pourraient être provoquées par des mesures de police vétérinaire susceptibles d'empêcher l'échange mutuel d'animaux et de leurs produits.

## II. Le Transit.

## Article 7.

Les Hautes Parties Contractantes permettront, sans autorisation spéciale préalable, le transit, aux points de passage de la frontière, à établir d'un commun accord, des chevaux, des ânes et de leurs croisements, des bovines, des moutons, des chèvres, des porcs, des chiens, des chats, de la volaille et des produits animaux. En cas d'importation, une autorisation de la part du pays d'importation pour les espèces des animaux susmentionnés, sauf pour les chiens et les chats, sera exigée.



## Article 8.

Les transports des animaux et des produits animaux, mentionnés à l'article 7, seront soumis, à la frontière, à une inspection vétérinaire. Ils devront être accompagnés des certificats d'origine et sanitaires-vétérinaires, délivrés par des vétérinaires d'État ou des vétérinaires autorisés par l'État à cet effet. Les Administrations centrales vétérinaires des Hautes Parties Contractantes se communiqueront réciproquement les noms et les signatures des vétérinaires autorisés de délivrer les certificats susmentionnés. Ces certificats sont dispensés de la légalisation consulaire.

## Article 9.

Les animaux destinés au transit doivent être accompagnés du certificat prévu à l'article 8, certifiant que les animaux y mentionnés ne sont atteints d'aucune maladie épidémiologique, que pendant les derniers six mois ils n'ont pas souffert de peste bovine, pleuropneumonia bovum contagiosa, aphtae epizooticae, pestis suum, septicaemia suum, malleus, variolae ovinae, qu'ils proviennent d'une région où pendant les derniers six mois aucune des maladies susmentionnées n'a pas été observée, et que les animaux n'ont pas été en contact avec d'autres, suspects de maladies contagieuses ci-dessus indiquées. Ces restrictions sont limitées pour chaque maladie aux espèces réceptives.

La constatation des cas sporadiques de l'anthrax, gangraena emphysematosa, Rhusiopathia suum, septicaemia haemorrhagica bovum et lyssa, n'empêchera pas la délivrance d'un certificat vétérinaire, sauf pour les animaux provenant des fermes mises en quarantaine, en conformité avec les lois et réglementations concernant la lutte contre les maladies épidémiologiques.

Le certificat vétérinaire contiendra le signalement des animaux permettant d'identifier infailliblement les animaux y mentionnés.

Des certificats collectifs ne pourront être délivrés que pour des animaux dont le transport est destiné à la même localité et à un seul destinataire.

Les certificats vétérinaires seront délivrés trois jours au plus tôt avant la mise en route du transport. Le transport des animaux devra être effectué sans interruption dans le pays de transit. Dans le cas où le transport serait empêché par des obstacles imprévus, un vétérinaire d'État du pays de transit fera au verso du certificat une annotation appropriée.

## Article 10.

Les produits animaux, comme la viande et les préparations de viande, les graisses, le saindoux, le sang, les organes intérieurs, destinés à la consommation, devront être accompagnés, pour le transit, du certificat prévu à l'article 8, attestant qu'ils proviennent des animaux abattus sous la surveillance d'un vétérinaire d'État, dans un abattoir public ou d'exportation, et que les animaux ont été examinés avant et après l'abattage et trouvés sains.

La viande doit être de bonne qualité, propre à la consommation humaine sans conditions, et dûment marquée avec une estampille par le vétérinaire. Pour les viandes de porc ou préparations de viandes de porc, le certificat mentionnera qu'un examen trichoscopique a été pratiqué avec un résultat négatif. Il n'est pas permis de faire des excisions, le gratage des séreuses, ainsi que l'enlèvement des glandes lymphatiques normalement adhérentes à la viande.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à la frontière dans les conditions suivantes:

a) viande de bœuf: dépouillés, animaux entiers ou divisés par moitiés ou par quartiers;

b) viande de mouton, de chèvre et de veau: animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés;

c) viande de porc: animaux entiers, ou divisés par moitiés. Le lard peut être transporté en emballage séparé.

Si le transit des produits animaux susmentionnés est affectué par bateaux à travers des eaux territoriales du pays de transit, dans des wagons fermés ou plombés, dans des caisses fermées par le vétérinaire du pays de provenance, en tonneaux fermés, en tonneaux en bois et en fer, et en tonneaux ou en boîtes en fer blanc hermétiquement fermés, — les produits sont dispensés des certificats sanitaires-vétérinaires et ne sont pas soumis au contrôle du vétérinaire à la frontière.

## Article 11.

Les transports des produits animaux, destinés au transit, comme peaux et morceaux de peaux, poils, laine, crin et soie de porc, cornes, sabots, ongles et os, doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire-vétérinaire prévu à l'article 8, et attestant que le transport ne contient pas des germes des maladies contagieuses pouvant être communiqués à l'homme ou aux animaux.

Le certificat sanitaire-vétérinaire ne sera exigé pour les produits animaux bruts, qui ont subi un traitement chimique ou technique, procurant une sûreté prophylactique satisfaisante.

## III. Dispositions finales.

## Article 12.

Les Administrations centrales vétérinaires des Hautes Parties Contractantes conviendront des dispositions plus détaillées concernant l'application de cette convention.

## Article 13.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Tallinn aussitôt que faire se pourra.

La Convention entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pour la durée de deux ans. Si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de cette période, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une durée indéterminée. Dans ce cas chaque Partie Contractante aura le droit de la dénoncer à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes ont signé et revêtu de leurs sceaux la présente Convention.

Fait à Riga, en double original, le 17 février 1934.

(paraksts) V. Salnais.

(paraksts) Jul. Seljamaa.

(Z. v.)

(Z. v.)

Tulkojums.

## Veterinārā konvencija starp Latviju un Igauniju.

Latvijas Republikas Prezidents un Igaunijas Republikas Prezidents, būdami pārliecināti, ka lipīgo lopu slimību sekmīga apkarošana iespējama vienīgi ar ieinteresēto valstu saskaņotu un ciešu sadarbību,

no otras puses, vienprātīgi atzīdami, ka katram pasākumam, kuŗa mērķis ir atvieglināt lopu un animālo vielu starptautisko apmaiņu, vajadzētu būt vērstam it sevišķi uz sanitāri-veterināro apstākļu uzlabošanu visiem līdzekļiem, ieskaitot arī ciešāku sadarbību,

nolēmuši noslēgt šo konvenciju un šajā nolūkā iecēluši par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscellenci Voldemāru Salnaja kungu, ārlietu ministru,

Igaunijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscellenci Julius Seljamaa kungu, ārlietu ministru,

kuŗi, savstarpēji uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekošiem noteikumiem:

## I. Vispārīgi noteikumi.

## Pirmais pants.

Augstās Līdzējas Puses spers visus soļus, kā likumdošanas, tā arī pārvaldības kārtībā, kuŗi nepieciešami, lai nodrošinātu saskaņotu, sekmīgu un ciešu kopdarbību lipīgo lopu slimību apkarošanas laukā, un apņemas:

1) organizēt uz vienlīdzīgiem pamatiem sanitāri-veterināro uzraudzību par visām iestādēm un ierīkojumiem, kam ir vispārīga nozīme lopu sērgu apkarošanā, animālo vielu vispārīgā sanitārā uzraudzībā un serumu, kā arī mikrobu kultūru ražošanā un tirdzniecībā;

2) saskaņot abās valstīs spēkā esošos administratīvos veterināros likumus uz kopējiem pamatiem, pieņemot vienveidīgus principus lipīgo lopu slimību diagnozei, sērgas apvīdu un karantēnas punktu noteikšanai lopu sērgu apkarošanai un novēršanai, kā arī attiecībā uz lopu un animālo vielu transportu.

## 2. pants.

Augstās Līdzējas Puses savstarpēji apņemas joprojām uzturēt veterinārās valsts iestādes, kas organizētas saskaņā ar Tautu Savienības Ekonomiskās komitejas un ar Starptautiskā lopu sērgu biroja ieteikumiem un kuŗu uzdevums ir organizēt un vadīt:

1) lopu vispārīgo sanitāro kontroli un it sevišķi lipīgo lopu slimību praktisko apkarošanu,

2) animālo vielu sanitāro kontroli un, ja tās eksportē, sanitāri-veterināro un izceļšanās apliecību izsniegšanu saskaņā ar starptautisko kārtību,

3) tādu ierīkojumu, iestāžu un laboratoriju darbību, kas nodarbojas ar lopu higiēnu un publisko higiēnu, ciktāl pēdējā ietilpst veterinārārstu kompetencē.

## 3. pants.

Augstās Līdzējas Puses apņemas kārtīgi publicēt sanitāri-veterināros mēneša ziņojumus, kas atbilst Starptautiskā lopu sērgu biroja noteiktiem veidiem un viņa pieņemtām formām. Šajos ziņojumos sniedzams pārskats, kādā mērā izplatījušās sekojošās slimības: liellopu mēris (peste bovum), purnu un nagu sērga (aphtae epizooticae), liellopu lipīgā plaušu sērga (pleuropneumonia contagiosa bovum), Sibīrijas mēris jeb liesas sērga (anthrax), aitu bakas (variola ovium), trakuma sērga (rabies vel lyssa), ļaunie jeb galvas ienāši (malleus), lopu dzimumorganu nevarība (exanthema coitale paralyticum), cūku mēris (peste suum). Bez minētām lipīgām slimībām, Augstās Līdzējas Puses var publicēt savos pārskatos ziņas par citām lipīgām slimībām, ja to atzīst par lietderīgu.

Abu Valstu centrālās veterinārās pārvaldes apmainās ar saviem ziņojumiem tieši.

## 4. pants.

Tiklīdz vienas Augstās Līdzējas Puses teritorijā konstatē pirmo saslimšanas gadījumu ar liellopu, cūku vai putnu mēri (peste bovum, peste suum et peste avium), purnu un nagu sērgu (aphtae epizooticae), aitu bakām (variola ovium), liellopu lipīgo plaušu sērgu (pleuropneumonia bovum contagiosa) vai lopu dzimumorganu nevarību (exanthema coitale paralyticum), attiecīgās Valsts centrālajai veterinārajai pārvaldei par to tālgrafiski jāpaziņo otrās Augstās Līdzējas Puses centrālajai veterinārajai pārvaldei.

Tāpat valsts veterinārārstiem, kas nodarbināti pie robežas, pienākas paziņot tieši otrās Augstās Līdzējas Puses veterinārārstiem par augšā minēto lopu sērgu parādīšanos un to izplatību.

## 5. pants.

Augstās Līdzējas Puses apņemas atvieglot pieeju savās sanitāri-veterinārās iestādēs otrās valsts veterināriem ierēdņiem, kas atrodas komandējumā, kā arī veterināras fakultātes studentiem un profesoriem, kas vēlētos iepazīties uz vietas ar šo iestāžu darbību un ar šīs valsts veterināri-sanitāro kārtību.

## 6. pants.

Augstās Līdzējas Puses apņemas informēt otrās Puses centrālo veterināro pārvaldi par visām grūtībām, ko varētu radīt tādi veterinārās uzraudzības labā spertie soļi, kas spētu aizkavēt savstarpēju lopu un animālo vielu apmaiņu.

## II. Tranzīts.

## 7. pants.

Augstās Līdzējas Puses pielaiž, bez sevišķas iepriekšējas atļaujas, zirgu, ēzeļu un to krustojumu, liellopu, aitu, kazu, cūku, suņu, kaķu, putnu un animālo vielu tranzītu uz kopējas vienošanās pamata noteiktos robežas pārejas punktos. Augšminēto dzīvnieku šķirņu ieviešanai, izņemot suņus un kaķus, pieprasāma ievērojama atļauja.

## 8. pants.

7. pantā minēto dzīvnieku un animālo vielu sūtījumi uz robežas pakļauti veterinārajai izmeklēšanai. Šiem sūtījumiem jābūt līdz izceļšanās un sanitāri-veterinārajai apliecībām, ko izsniedz valsts veterinārārsti vai šim nolūkam valsts pilnvaroti veterinārārsti. Augsto Līdzēju Pusu centrālās veterinārās pārvaldes paziņo viena otrai to veterinārārstu vārdus un parakstus, kuŗiem uzdots izsniegt augšā minētās apliecības. Šīs apliecības atbrīvotas no konsulārās legālizācijas.

## 9. pants.

Tranzitējamiem lopiem jābūt līdz 8. pantā paredzētā apliecība, kas apstiprina, ka tajā minētie lopi neslimo ne ar kādu lopu sērgu, ka pēdējo sešu mēnešu laikā tie nav slimojuši ar peste bovum, pleuropneumonia bovum contagiosa, aphtae epizooticae, peste suum, septicaemia suum, malleus, variolae ovinae, ka tie nāk no apvīdus, kuŗā pēdējo sešu mēnešu laikā neviena no augšā minētām slimībām nav novērota, un ka tie nav nākuši sakarā ar citiem augšā minēto lipīgo slimību ziņā aizdomīgiem lopiem. Šie ierobežojumi katrā slimībā piemērojami tām lopu šķirām, kas ar to var saslimt.

Sporadiski saslimšanas gadījumi ar anthrax, gangraena emphysematosa, Rhusiopathia suum, septicaemia haemorrhagica bovum un lyssa nav uzskatāmi par šķērslī veterināro apliecību izsniegšanai, izņemot gadījumus, kad lopi cēlušies no tādām mājām, kas pakļautas karantēnai saskaņā ar likumiem un noteikumiem par lopu sērgu apkarošanu.

Veterinārā apliecībā jābūt lopu aprakstam, pēc kuŗa nepārprotami atšķirami tajā minētie lopi.

Kopējas apliecības var izsniegt vienīgi par lopiem, kuŗus sūta uz vienu un to pašu vietu un vienam un tam pašam adresātam.

Veterinārās apliecības izsniedzamas agrākais trīs dienas pirms transporta noiešanas. Lopu sūtījumam jānorisinās tranzīta zemē bez pārtraukuma. Ja neparedzēti apstākļi sūtījumu aizkavētu, tranzīta zemes valsts veterinārārstam par to jātaisa attiecīga atzīme apliecības mugurpusē.

## 10. pants.

Animālo vielu tranzīta sūtījumiem, kā gaļai un gaļas preparātiem, taukiem, kausētiem cūku taukiem, asinim, iekšējiem orgāniem, kas paredzēti barībai, jāpievieno 8. pantā minētā apliecība, kas apstiprina, ka tie ir no tādām lopiem, kas kauti valsts veterinārārstu uzraudzībā, publiskā vai eksporta kautuvē, un ka lopi izmeklēti pirms un pēc kaušanas un atzīti par veseliem.

Gaļai jābūt labai, absolūti derīgai cilvēka barībai un pienācīgi apzīmētai ar veterinārārsta zīmogu. Par cūkas gaļu vai cūkas gaļas preparātiem apliecībā jāmin, ka ir izdarīts trichoskopisks izmeklējums ar negatīvu rezultātu. Izdarīt izgriezumus, izplēst serozās plēves, kā arī izņemt gaļā normāli esošos limfatiskos dziedzerus ir aizliegts.

Svaiga vai saldēšanas celā konservēta gaļa pieteicama veterinārajai robežkontrolei, ievērojot sekojošos nosacījumus:

a) vēša gaļa dirātos, veselos vai pusēs vai ceturtdaļās dalītos lopos;

b) aitas, kazas un teļa gaļa: veselos vai pusēs dalītos lopos, arī nodirātos;

c) cūkas gaļa: veselos vai pusēs dalītos lopos. Speķi var transportēt atsevišķā iesaiņojumā.



Ja augšā minētās animālās vielas tranzītē ar kuģi, kas brauc caur tranzīta zemes teritoriāliem ūdeņiem, slēgtos vai aizplombētos vagonos, izceļšanās zemes veterinārārsta slēgtās kastēs, slēgtās mucās, koka vai dzelzs vātes un hermētiski slēgtās skārda mucās vai bundžās, — precēm sanitāri-veterinārā apliecība nav vajadzīga un tās no veterinārās kontroles uz robežas atbrīvojamas.

### 11. pants.

Tranzītam noņemto animālo vielu, kā ādu un ādas gabalu, spalvu, vilnas, astru un saru, ragu, nagu un kaulu sūtījumiem jābūt līdz 8. pantā paredzēti sanitāri-veterinārai apliecībai, kas apstiprina, ka transportā nav uz cilvēkiem un lopiem pārnesamu lipīgu slimību dēļ.

Animālām jēlvielām, kas apstrādātas tādiem ķīmiskiem un tehniskiem paņēmieniem, kuri dod apmierinošu profilaktisku drošību, sanitāri-veterinārā apliecība nav pieprasāma.

### III. Beigu noteikumi.

#### 12. pants.

Abu Augsto Līdzēju Pusu centrālās veterinārās pārvaldes vienojas par sīkākiem noteikumiem attiecībā uz šīs konvencijas izpildīšanu.

#### 13. pants.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Tallinā pēc iespējas drīzā laikā.

Konvencija stājas spēkā piecpadsmitā dienā pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas un paliek spēkā divu gadu laikā. Ja to neuzteic trīs mēneši pirms šā laika notecējuma, tā klusējot pagarināma uz nenoteiktu laiku. Šajā gadījumā katrai Līdzējai Pusei ir tiesība to uzteikt katru brīdi, un tā izbeidzas pēc trim mēnešiem no uzteikšanas.

Šo apliecinot, abu Augsto Līdzēju Pusu pilnvarotie šo konvenciju parakstīja un uzspieda tai savus zīmogus.

Sastādīta Rīgā, divos oriģinālos, 1934. g. 17. februārī.

(paraksts) V. Salnais.  
(Z. v.)

(paraksts) Jul. Seljamaa.  
(Z. v.)

Ministru kabinets 1934. g. 12. jūnijā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

### Likums par Protokolu par grozījumiem pie Rīgā 1926. g. 28. maijā noslēgtās Konvencijas starp Latvijas un Igaunijas Republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem.

1. Rīgā 1934. gada 17. februārī parakstītais Protokols par grozījumiem pie Rīgā 1926. gada 28. maijā noslēgtās Konvencijas starp Latvijas un Igaunijas Republikām par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais Protokols un tā tulkojums latviešu valodā.

3. Protokols stājas spēkā viņa III pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1934. g. 16. jūnijā.

Valsts Prezidents A. Kviessis.

Noraksts.

### Protocole.

Le Président de la République de Lettonie et le Président de la République d'Estonie, désireux de modifier et de préciser les articles deux et treize de la „Convention entre la République de Lettonie et la République d'Estonie, concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables“, signée à Riga le 28 mai 1926, ont décidé de signer le présent Protocole et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur Voldemars Salnais, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République d'Estonie:

Son Excellence Monsieur Julius Seljamaa, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus le ce qui suit:

#### I.

L'article deux de la „Convention entre la République de Lettonie et la République d'Estonie, concernant la perception des impôts et l'échange des renseignements sur les contribuables“, signée à Riga, le 28 mai 1926, sera conçu comme suit:

„La présente Convention s'applique à tous les impôts qui sont et seront imposés à partir du 1-er janvier 1934, ainsi qu'aux amendes y relatives“.

#### II.

Le paragraphe premier de l'article treize de la Convention ci-dessus indiquée sera conçu comme suit:

„La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Riga dans le plus bref délai possible. Elle restera en vigueur pour une durée de cinq ans. Après ce terme elle restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des parties contractantes l'aura dénoncée“.

#### III.

Le présent Protocole sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Riga, le 17 février 1934.

V. Salnais.  
(paraksts)

Jul. Seljamaa  
(paraksts)

### Protokols.

Tulkojums.

Latvijas Republikas Prezidents un Igaunijas Republikas Prezidents, vēlēdamies grozīt un precizēt Rīgā 1926. gada 28. maijā parakstītās „Konvencijas starp Latvijas Republiku un Igaunijas Republiku par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem“ otro trīspadsmito pantu, nolēmuši parakstīt šo protokolu un šajā nolūkā iecēlušī par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscellenci Voldemāru Salnais kungu, ārlietu ministru,

Igaunijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekscellenci Julius Seljamaa kungu, ārlietu ministru,

kuri, savstarpēji uzrādījuši savas attiecīgās pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošo:

#### I.

Rīgā 1926. gada 28. maijā parakstītās „konvencijas starp Latvijas Republiku un Igaunijas Republiku par nodokļu piedzišanu un ziņu apmaiņu par nodokļu maksātājiem“ otrais pants izteicams šādi:

„Šī konvencija piemērojama visiem nodokļiem, kas uzlikti vai ko uzliks skaitot no 1934. gada 1. janvāra, kā arī attiecīgām soda naudām“.

#### II.

Augstāk minētās konvencijas trīspadsmitā pantā pirmais paragrafs izteicams šādi:

Šī konvencija ratificējama un stāties spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienā, kura izdarāma Rīgā pēc iespējas drīzā laikā. Tā paliks spēkā uz pieciem gadiem.

Pēc šā laika tā paliks spēkā līdz sešu mēnešu notecējumam no tās dienas, kad viena no līdzējām pusēm to būs uzteikusi.

#### III.

Šis protokols ratificējams un stāties spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienā.

Šo apliecinot, abu pusu pilnvarotie parakstīja šo protokolu un uzspieda tam savus zīmogus.

Izgatavots Rīgā, divos oriģinālos, 1934. gada 17. februārī.

(paraksts) V. Salnais.

(paraksts) J. Seljamaa.

Ministru kabinets 1934. g. 12. jūnijā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

### Likums par Protokolu Rīgā 1931. g. 5. janvārī starp Latviju un Lietuvu noslēgtās Konvencijas par valsts robežas pārdalīto zemes vienību korroborāciju un likvidāciju pagarināšanai.

1. Kauņā 1934. gada 9. maijā parakstītais Protokols Rīgā 1931. gada 5. janvārī starp Latviju un Lietuvu noslēgtās Konvencijas par valsts robežas pārdalīto zemes vienību korroborāciju un likvidāciju pagarināšanai ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais Protokols un tā tulkojums latviešu valodā.

3. Protokols stājas spēkā tanī paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1934. g. 16. jūnijā.

Valsts Prezidents A. Kviessis.

### Protocole.

Le Gouvernement de la République de Lettonie, représenté par Son Excellence Monsieur Ludvigs Ēķis, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Lettonie en Lithuanie, et

le Gouvernement de la République de Lithuanie, représenté par Monsieur Stasys Lozoraitis, Directeur du Département Politique au Ministère des Affaires Etrangères, sont convenus de ce qui suit:

Prenant en considération

que le terme pour la corroboration et la liquidation des biens immeubles partagés par la ligne frontière entre les deux États, prévu par l'article I-er de la Convention conclue entre la Lettonie et la Lithuanie le 25 janvier 1931 est expiré le 16 mai 1933 et que le terme prévu par le Protocole portant prolongation de cette Convention et signé par les Représentants de la Lettonie et de la Lithuanie le 15 mai 1933, expire le 16 mai 1934,

que la corroboration et la liquidation d'une partie des biens immeubles, prévues par l'article 1 susindiqué, ne sont pas définitivement effectuées,

la Convention dont il s'agit est prorogée jusqu'au 1-er avril 1935, et, en conséquence, ce nouveau terme est substitué au délai de deux ans indiqué dans les articles 1, 13 et 14 de ladite Convention.

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Riga.

Ce protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et expirera le 1-er avril 1935.

Fait en double expédition à Kaunas, le 9 mai 1934.

L. Ēķis (paraksts).  
(Z. v.)

S. Lozoraitis (paraksts).  
(Z. v.)

Tulkojums.

### Protokols.

Latvijas Republikas valdība, kuras pārstāvis ir Viņa Ekscellence Ludvigs Ēķa kungs, Latvijas ārkārtējais sūtnis un pilnvarotais ministrs Lietuvā, un

Lietavas Republikas valdība, kuras pārstāvis ir Stasys Lozoraitis kungs, Ārlietu ministrijas politiskā departamenta direktors,

vienojušās par sekojošo:

Ņemot vērā,

ka starp Latviju un Lietuvu 1931. gada 25. janvārī noslēgtās Konvencijas 1. pantā paredzētais termiņš abu valstu robežas pārdalītās nekustamās mantas korroborācijai un likvidācijai izbeidzas 1933. g. 16. maijā un ka 1934. gada 15. maijā Latvijas un Lietavas pārstāvju parakstītā šās konvencijas pagarināšanas protokolā noteiktais termiņš notek 1934. gada 16. maijā,

ka augšā minētā 1. pantā paredzētās nekustamās mantas vienas daļas korroborācija un likvidācija vēl nav izdarīta,

minētā Konvencija pagarināta līdz 1935. gada 1. aprīlim, līdz ar ko šis Konvencijas 1., 13. un 14. pantā noteiktais divu gadu laiks atvietots ar šo jauno termiņu.

Šis Protokols ratificējams un ratifikācijas apmaināmas Rīgā.

Protokols stājas spēkā ratifikācijas apmaiņas dienā un zaudē savu spēku 1935. gada 1. aprīli.

Sastādīts Kauņā, 1934. gada 9. maijā, divos eksemplāros.

L. Ēķis (paraksts)  
(Z. v.)

S. Lozoraitis (paraksts)  
(Z. v.)



**Pārrozījumi un papildinājumi noteikumos par valsts valodu.**

Noteikumos par valsts valodu (Lik. kr. 1932. g. 54) ieviest sekojošus pārrozījumus un papildinājumus:

I. Noteikumu par valsts valodu 2. panta 1. un 2. piezīmi atcelt.

II. To pašu noteikumu 4. pantu izteikt tā:

Slēgtās sapulcēs, tirdznieciskā satiksmē, kulta izpildīšanā, presē, grāmatniecībā, mācības un audzināmās iestādēs, pastāvošo likumu robežās, var brīvi lietot jebkuru citu valodu. Atklātās sapulcēs vai publiskās izrādēs un dažādos priekšnesumos var lietot svešas valodas ar iekšlietu ministra vai viņa pilnvarotu amatpersonu atļauju.

III. Tos pašus noteikumus papildināt ar sekojošiem 81. un 82. pantiem:

81. Satiksmē ar ārvalstīm Latvijas valsts un pašvaldības iestādes un uzņēmumi savā darbībā piemēro šos noteikumus tiktāl, ciktāl tas nētraucē normālu darbību un nerunā pretim starptautiskām tiesībām un parašām.

82. Par šo noteikumu apzinātu pārkāpšanu vainīgos soda administratīvā kārtā ar naudas sodu līdz Ls 1.000,—, vai ar arestu līdz 6 mēnešiem, vai ar abiem šiem sodiem kopā. Sodus uzliek iekšlietu ministrs vai viņa pilnvarotas amatpersonas.

Rīgā, 1934. g. 14. jūnijā.

Ministru prezidents K. Ulmanis.  
Iekšlietu ministrs V. Gulbis.

**Papildinājumi instrukcijā pie likuma par lauku iedzīvotāju nodrošināšanu slimības gadījumos.**

(Izdoti uz minētā likuma — Lik. kr. 1928. g. 127 — 3. p. pamata).

Instrukciju pie likuma par lauku iedzīvotāju nodrošināšanu slimības gadījumos (Lik. kr. 1933. g. 148) papildināt ar sekojošo jaunu 3. p. piezīmi un 91. pantu:

3. p. ....

Piezīme. Tautas labklājības ministrija var piešķirt rajonu ārstiem bezalgas atvaļinājumus zinātniskos, specializēšanās un zināšanu papildināšanas nolūkos uz laiku līdz 1 gadam. Rajonu ārstu ilgstošos slimību gadījumos Tautas labklājības ministrija var pieņemt vietas izpildītājus uz Valsts civildienesta nolikumā paredzēto laiku, nosakot arī attiecīgām ārstam vietas izpildītājam par pienākumu izpildīšanu atalgojumu šās instrukcijas 5. pantā norādītos apmēros.

91. Atsvabinot likuma par lauku iedzīvotāju nodrošināšanu slimības gadījumos 8. panta piezīmē minētās personas no ārstēšanas izdevumiem, jāņem vērā arī civillikumos paredzētie tuvinieki, t. i. ja kāda persona uzdodas par trūcīgu un pati par sevi arī ir tiešām tāda, tad jāraugās, vai viņai nav piederīgo, kam likums par sociālo apgādību un attiecīgie civillikumi uzliek par pienākumu segt lūdzēja ārstēšanas izdevumus. Ja tuvinieks, kas pēc sava mantas stāvokļa un ienākumiem spēj savu apgādājamo tuvinieku pabalstīt, sedzot ārstēšanas izdevumus, atteicas no šiem pienākumiem, tad attiecīgā pašvaldība šo apstākli noskaidro un sedz šās personas ārstēšanas izdevumus uz attiecīgā tuvinieka rēķinu, paziņojot par to pēdējam. Izdevumus, kas ceļas valsts vai pašvaldības iestādei, pēdējā piedzen no attiecīgiem tuviniekiem valsts neapstrīdamu prasījumu piedzīšanas kārtībā.

Rīgā, 1934. g. 14. jūnijā.

Ministru prezidents K. Ulmanis.  
Tautas labklājības ministrs V. Rubulis.

**Valdības rikojumi un pavēles.**

**Rikojums.**

1931. gada iekšējā ceļu aizņēmuma prēmiju izloze sāksies 1934. gada 2. jūlijā plkst. 10. Rīgā, Valsts Prezidenta pilī, 19. istabā.

Izloze publiska.

Visām iestādēm un organizācijām, kas saņēmušas ceļu aizņēmuma obligācijas tālākpārdošanai, pēdējo pārdošana jāpārtrauc un jāatjauno saskaņā ar instrukcijas par 1931. g. iekšējā ceļu aizņēmuma

ar prēmijām realizēšanu („Vald. Vēstn.“ 1931. g. 208. numurā un papild. 1934. g. 62. numurā) 10. un 12. pantā paredzētiem noteikumiem.

Rīgā, 1934. gada 16. jūnijā.

Finanču ministrs L. Ēķis.  
Valsts saimniecības departamenta direktors J. Skujevics.

**Rikojums kinematografiem.**

Pamatojoties uz noteikumu par kara stāvokli 17. pantu un likuma par kinematografiem 10. pantu, visi kinematografu skrejlapu, izrāžu programmu un laikrakstu sludinājumu teksti jānodod iepriekšējai cenzūrai: Rīgā — Izglītības ministrijas kinocenzūrai, bet citās vietās — augstākam policijas priekšniekam.

Par šī rikojuma neievērošanu vainīgos sauks pie atbildības uz kara stāvokļa noteikumu pamata.

Rikojums stājas spēkā ar izsludināšanas dienu.

Rīgā, 1934. g. 14. jūnijā. № KC 2517  
Izglītības ministrs L. Adamovičs.  
Iekšlietu ministrs V. Gulbis.

**Rikojums № 266**

1934. g. 15. jūnijā

**par aizsargu pārvadāšanu pa Valmieras pievedceļu bez maksas.**

Š. g. „Valdības Vēstnesī“ 114. num. publicētais un „Dzelzceļu Vēstnesī“ 20. num. iespiestais rikojums № 231, par aizsargu bezmaksas pārvadāšanu pa valsts dzelzceļiem, piemērojams arī, līdz turpmākam rikojumam, aizsargu pārvadāšanai uz Valmieras šaursliežu pievedceļa stacijām tiesā satiksmē, kādiem pārvadājumiem Valmieras šaursliežu pievedceļa akciju sabiedrības valde devusi savu piekrišanu.

Dzelzceļu galvenais direktors K. Bļodnieks.  
Finanču direktors Mazkalniņš.

**Valdības iestāžu paziņojumi.**

**Personu saraksts,**

kuŗas 1934. gada maijā reģistrētas kā zaudējušas Latvijas pilsoņu tiesības uz likuma par pavalstniecību 8. panta pamata, kā pārgājušas citas valsts pavalstniecībā bez iepriekšējās atļaušanas no Latvijas pavalstniecības.

- 1) Sprieslis Alma, dzim. 1902. gada 2. aprīlī, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 2) Rutkis Elizabete, dzim. 1877. gada 13. janvārī, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 3) Hālsmanis Jetta, dzim. 1904. gadā 1. aprīlī, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 4) Glaudans Marija, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 5) Spalle Kārlis, dzim. 1883. gada 17. septembrī, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 6) Krēslis Anna, dzim. 1858. gada 23. februārī, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 7) Veliživskis-Veližinskis Anna, dzim. 1893. gadā, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 8) Freudenfelds Ella-Vera, dzim. 1900. g. 23. augustā, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 9) Haikins Golda, dzim. 1908. g. 22. martā, dzīves vieta S. P. R. S-bā;
- 10) Perkinskis Hene, dzim. 1902. g. 29. novembrī, dzīves vieta Ziemeļ-Amerikas Savienotās Valstīs;
- 11) Tumulovičs Vanda-Anna, dzim. 1910. g. 1. maijā, dzīves vieta Ziemeļ-Amerikas Savienotās Valstīs;
- 12) Šreders Hermans, dzīves vieta Vācijā;
- 13) Šreders Lidiņa, dzīves vieta Vācijā;
- 14) Vitoliņš (Vitols) Fricis-Teodors, dzim. 1898. g. (20. augustā), dzīves vieta Rīgā;
- 15) Donins Dina, dzim. 1903. g. 26. septembrī, dzīves vieta Ziemeļ-Amerikas Savienotās Valstīs;
- 16) Gusa-renko, dzim. Damions, Magdalēna, dzim. 1894. g. 27. martā, ar meitu Valeriju, dzim. 1928. g., dzīves vieta Lietuvā.

Rīgā, 1934. g. 12. jūnijā. № 46.AV.

Iekšlietu ministr. administr. depart. vicedirektors V. Ludiņš.  
Pasu nodaļas vadītājs P. Kurzemnieks.

**Personu saraksts**

kuŗām 1934. gada maijā ar Ministru kabineta lēmumu uz likuma par pavalstniecību 82. panta pamata atņemtas Latvijas pilsoņu tiesības.

- 1) Skurbe Liliņa (Dagmara), dzim. 1894. gada 1. oktobrī, dzīves vieta Beļģijā;
- 2) Savickis Eleonora, dzim. 1879. (1877.) g. 30. aprīlī, dzīves vieta Vācijā;
- 3) Strods Aleksis, dzim. 1886. g. 29. septembrī, ar sievu Annu, dzim. 1898. g. 2. jūnijā, meitām Annu, dzim. 1917. g., Hedvīgu, dzim. 1919. g., un dēlu Villi, dzim. 1924. g., dzīves vieta Vācijā;
- 4) Cielaviņš Pēteris-

**Latvijas bankas nedēļas pārskats**

1934. g. 11. jūnijā.

AKTĪVĀ.	Lati	S.	PASĪVĀ.	Lati	S.
Zeits lējumos un monētās . . . . .	44 102 218	58	Bankas naudas zīmes apgrozībā . . . . .	31 442 815	—
Ārzemju valūta . . . . .	3 648 098	53	Pamata kapitāls . . . . .	20 426 307	98
Sudraba nauda . . . . .	16 503 000	—	Rezerves kapitāls . . . . .	5 028 539	63
Valsts kases zīmes un metāla nauda . . . . .	18 148 847	45	Noguldījumi . . . . .	18 327 588	35
Īsa termiņa vekseli . . . . .	64 924 082	94	Tekoši rēķini . . . . .	90 941 157	54
Aizdevumi pret nodrošinājumiem . . . . .	62 921 133	16	Valsts rēķini un depoziti . . . . .	58 595 846	76
Citi aktīvi . . . . .	18 289 363	97	Citi pasīvi . . . . .	3 774 489	37
				228 536 744	63

Rīgā, 1934. g. 14. jūnijā.

7190

Padomes priekšsēdētājs A. Klīve.  
Galvenais direktors K. Vanags.

Aleksandrs, dzim. 1899. g. 30. novembrī, dzīves vieta S. P. R. S-bā; 5) Vitenbergs, alias Mitsulis, Teodors, dzim. 1907. g. 2. maijā, dzīvo ārzemēs; 6) Ivanovs Jurģis (Jegors), dzim. 1907. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 7) Judelsons Boruchs, dzim. 1899. g. 14. februārī, dzīves vieta Ziemeļ-Amerikas Savienotās Valstīs; 8) Afanasjevs, dzim. Freņevs, Katrine, dzim. 1895. g. 24. novembrī, dzīves vieta Francijā; 9) Suta, dzim. Joung's, France-Marija-Vera, dzim. 1902. g. 11. janvārī, dzīves vieta Anglijā; 10) Šreders Marianna, dzim. 1870. g. 20. janvārī, dzīves vieta Vācijā; 11) Skudra (Skudre) Jānis, dzim. 1898. g. 18. februārī, dzīves vieta S. P. R. S-bā; 12) Gredzens Jāzeps, dzim. 1894. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 13) Veselovs-Pantelejevs Aleksandrs, dzim. 1906. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 14) Dulbinskis Jāzeps, dzim. 1896. g. ar sievu Annu, dzim. Bogdanovs, dzim. 1900. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 15) Fridlenders Dāvids, dzim. 1897. g. 19. martā, dzīves vieta Brazīlijā; 16) Belkins Pēteris, dzim. 1910. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 17) Vlasovs Serafims, dzim. 1907. g. 15. aprīlī, dzīves vieta S. P. R. S-bā; 18) Špaīlo Stanislavs, dzim. 1901. g., dzīves vieta S. P. R. S-bā; 19) Cabels Ludvigs, dzim. 1895. g., dzīves vieta Vācijā; 20) Blachs Nachmanis, dzim. 1906. g., dzīves vieta Palestīnā; 21) Abramsons Baševa, dzim. 1908. g., dzīves vieta Palestīnā; 22) Berkhaus Francis-Kārlis, dzim. 1871. g. 10. decembrī, ar sievu Elizi- Gertrūdi, dzim. 1886. g. 3. jūlijā, meitām Ingridu, dzim. 1917. g., un Dagmaru, dzim. 1919. g., dzīves vieta Vācijā.

Rīgā, 1934. g. 12. jūnijā. № 46.AV.

Iekšlietu ministr. administr. depart. vicedirektors V. Ludiņš.  
Pasu nodaļas vadītājs P. Kurzemnieks.

**Latvijas vicekonsulāta Habanā**

jaunā pasta adrese ir sekojoša:  
Vice-Consulat de Lettonie,  
Avenida de Italia (Galiano) 102,  
Habana, Cuba.  
Administratīvās un protokola nodaļas vadītājs J. Tēpfers.

**Vietējo iestāžu rikojumi.**

**Sludinājums.**

Iekšlietu ministrijas administratīvais departaments, paziņojot, ka Olga Šnore ir likvidējusi viņai atļauto norakstu un tulkojumu biroju Rīgā, uzaicina personas, kam pret minēto biroju būtu kādas prasības, pieteikt tās Iekšlietu ministrijai Rīgā, Brīvības ielā № 37/39, triju mēnešu laikā no sludinājuma publicēšanas dienas „Vald. Vēstnesī“. Pēc šā termiņa notecēšanas prasības nepieņems un nodrošinājumu izsniegs pēc piederības.

Rīgā, 1934. g. 15. jūnijā. № 6911.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.  
Iekšējās apsardzības nodaļas priekšnieks R. Kondrats.

**RĪGA.**

**Pārtraukta pretvalstisku elementu darbība.**

Nakti uz 14. jūniju Rīgā, Bruņinieku ielā 25, kur senāk mitinājušās slēgtās „Pērkonkrusta“ un „Ugunskrusta“ organizācijas, — policija pārsteigusi slepeni sasauktu un policijai nepieteiktu sapulci, kuŗā piedalījušies apm. 90 dalībnieki, bij. „Pērkonkrusta“ organizētāja Gustava Celiņa vadībā. Uz policijas jautājumu, kādēļ šīs personas sapulcējušās, skanējusi atbilde, ka viņi esot sanākuši sastādīt jaunai valdībai jūsinīgu apsveikšanas telegrammu, bet pārmeklējot telpas, atrasts

apkārtraksta kopijpapīrs, kuŗā bij. „Pērkonkrustiešu“ vadoni atzīstas, ka tas, ko valdība veikusi 15.—16. maija naktī, esot pareizi darīts, un arī viņi, pērkonkrustieši, nebūtu citādi rikojušies, bet tūlīt pēc tam apkārtrakstā sākušies uzbrukumī valdībai un aizrādījumi par ciņas turpināšanu, lai valsts vadība nonāktu pērkonkrustiešu rokās.

Policijas iestādes noskaidrojušas, ka bij. pērkonkrustieši gribējuši atjaunot savu pretvalstisko darbību jaundibinātā organizācijā „Dzimtenē“ un lai savāktu lielāku piekritēju skaitu, centušies uzņemt sakarus ar visšaubīgākiem elementiem no „Leģionāru“, P. Leikarta un pat sociāldēmu. „Strādnieku Sports un Sargs“ organizāciju bij. biedriem.

No 14. jūnija naktī aizturētiem nelegālās sapulcēs dalībniekiem 61 sodīts administratīvi ar naudas sodu no 100 līdz 1500 latiem vai nesamaksāšanas gadījumā ar 1 nedēļu līdz 3 mēnešiem cietuma. Turpretim šīs sapulcēs organizētājus un vadītājus nodod tiesai uz Sodu likuma 71. un 108. p. pamata par sacelšanos pret pastāvošo valsts iekārtu un viņiem paredzams bargs sods, jo kuŗa stāvokļa dēļ viņu lieta nāks karāties izlemšanā. Bez tam pretvalstiskās kustības ierosinātāji dabūs ciest arī citādi, jo nelegālā sapulcē atrastos 26 valsts ierēdņus, 24 studentus, 14 aizsargus un universitātes 2 asistentus atvaļinās no vietām, un, domājams, izslēgs arī no viņu organizācijām un augstskolas, jo pilnīgi nepieļaujama lieta ir, ka valsts iestādēs darbotos un no valsts saņemtu algu tādās personas, kas piedalās organizācijas sapulcē un darbībā, kuŗa vēsta pret pašu šo valsti un tani pastāvošo kārtību. Tāpat aizsargu organizācijā, kuŗa kopā ar kuŗaspēku panākusi mūsu valsts otrreizēju atbrīvošanu, nevar būt personas, kas nesaprot, ka līdzdarbošanās šādās nelegālās organizācijās iziet uz mūsu valsts sagraušanu, ko valdība nekād nepieļaus.

**Latvijas tuberkulozes apkuŗošanas biedrības ģimnaziju audzēkņu kolonijas**

izbrauks: uz Krāslavu 20. jūnijā ar vilcienu plkst. 15.10, uz Cesvaini 20. jūnijā ar vilcienu plkst. 18.50, uz Zaļeniekiem 27. jūnijā plkst. 15.15. Krāslavas un Cesvaines kolonijas dalībniecēm (meitenēm) jāierodas reģistrēties un iemaksāt Ls 5.— ceļa naudas un par uzturu līdz 18. jūnijam, bet Zaļenieku kolonijas dalībniekiem — zēniem līdz 21. jūnijam.

**KURSI.**

Rīgas biržā 1934. gada 16. jūnijā.

Devīzes:

1 Amerikas dollars . . . . .	3,04—3,17
1 Anglijas mārciņa . . . . .	15,41—15,71
100 Francijas franku . . . . .	20,21—20,41
100 Beļģijas belgu . . . . .	71,90—72,65
100 Šveices franku . . . . .	99,50—100,50
100 Itālijas liru . . . . .	26,50—27,00
100 Zviedrijas kronu . . . . .	80,50—82,50
100 Norveģijas kronu . . . . .	78,50—80,50
100 Dānijas kronu . . . . .	70,00—72,00
100 Austrijas šiligu . . . . .	— 63,00
100 Čehoslovākijas kronu . . . . .	12,70—13,10
100 Holandes guldeņu . . . . .	208,00—210,00
100 Vācijas marku . . . . .	123,05—123,85
100 Somijas marku . . . . .	6,85—7,15
100 Igaunijas kronu . . . . .	87,00—89,00
100 Polijas zlotu . . . . .	57,80—59,00
100 Lietavas litu . . . . .	51,50—51,90
100 Dancigas guldeņu . . . . .	101,00—103,00

Vērtspapīri:  
5% neatkarības aizņēmums . . . . .  
6% Zemes bankas ķīlu zīmes . . . . . 99—100  
8% Hipotēku banku ķīlu zīmes . . . . . 96—97  
Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.  
Zvērināts biržas makleris H. Kiršteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.



**Sīksti**  
**Atbildētāji.**

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** atklātā tiesas sēdē 1934. g. 30. maijā izklausījis Mārtiņu Klūgas lūgumu atzīt bezvēsts prombūtnē esošo Jāni Klūgu par mirušu, nolēma: atzīt par mirušu bezvēsts promesošo Jāni Klūgu d. Klūgu, dzim. 1898. g. 5. martā.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 1008-11. g. 6447b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** atklātā tiesas sēdē 1934. g. 23. maijā izklausījis Annas Vanags lūgumu atzīt bezvēsts prombūtnē esošo Jāni Vanagu par mirušu, nolēma: atzīt par mirušu bezvēsts promesošo Jāni Jura d. Vanagu, dzim. 1898. g. 10. aprīlī.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 1087-II. g. 6448b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** atklātā tiesas sēdē 1934. g. 9. maijā izklausījis Jāņa Graumana maksātnespējas lietu, par ko sludinājums iespiests „Vald. Vēstn.” 1933. g. 35. num. nolēma: atzīt Jāņa Graumana maksātnespēju tirdzniecībā par vienkāršu (neuzmanīgu) un viņa konkursu par slēgtu.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 690. g. 6449b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** uz Civiltikumu 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Geršs Jēkaba d. Zlatoverovs un Bronislava Mozusa m. Zlatoverovs, dzim. Baumšteins, noslēguši savstarp. laulības līgumu pie Rīgas notāra R. Foigta 1934. g. 9. maijā ar reģistru № 2451, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Civiltikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 3834. g. 6450b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** uz Civiltikumu 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Roberts-Rafaels Zēvalds (Seewald) un Erna Freimanis-Gulīns noslēguši priekšlaicības līgumu pie Rīgas notāra P. Socka 1934. g. 11. maijā ar reģistru № 2860, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Civiltikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 3833. g. 6451b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** uz Civiltikumu 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Kārijs Freimanis un Mīle Freimanis, dzim. Krievs, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Krūklānda 1934. g. 14. maijā ar reģistru № 8325, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Civiltikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 3861. g. 6452b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodala,** uz Civiltikumu 36. p. piezīmes pamata, paziņo vispārībai, ka Vilis Jāņa d. Zālīte un Zenta Ozols, noslēguši priekšlaicības līgumu pie Cēsu notāra J. Jurgā 1934. g. 15. maijā ar reģistru № 1654, ar kuru viņi, attiecībā uz viņu noslēgto laulību, ir atceļusi Civiltikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.

Rīgā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 3864. g. 6453b  
Priekšsēd. b. B. Cīrulis.  
Sekretārs P. Birkens.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala,** uz Civiltikumu 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. pamata uz Izabelas Milonaitis lūgumu viņas prasības lietā pret Jāni Milonaiti, par laulības šķiršanu, uzaicina visus, kam būtu uz 1934. g. 10. janvāri mirušā Jāzepa Krista d. Ledaiņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1934. g. 7. jūnijā.  
M. L. № 1834-34. g. 6520x  
Priekšsēd. v. K. Vītols.  
Sekr. p. i. N. Liepkalns.

**Liepājas apgabaltiesa** paziņo, ka saskaņā ar tiesas 1933. g. 25. aprīļa lēmumu, izbeigta aizgādniecība par bezvēsts prombūtnē esošo Gotlība Mārtiņa d. Ventimāņa mantību, kas nodibināta ar tiesas 1927. g. 19. maija lēmumu.

Liepājā, 1934. g. 6. jūnijā.  
A. № 337-27. g. 6328v  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs v. E. Sņepkis.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodala,** uz lik. par laul. 77. p. pamata, paziņo, ka 1934. g. 8. maijā Kātrīnes Vēvers, dzim. Peet, prasības lietā pret Arvidu Vēveri, par laulības šķiršanu aizmuguriski nosprieda: šķirt laulību, kas slēgta Krievijā 1919. g. 24. februārī starp Arvidu Vēveri un Kātrīni Vēveri, dzim. Pēts neatkarīgi no vainas, atstājot prāvnieku bērniem: dēlu Gunāru, dzim. 1921. g. 29. novembrī ar meitu Inu-Silviju, dzim. 1925. g. 9. martā mātes audzināšanā.

Ja atbildētājs Civiltik. lik. 728., 731. un 748. p. paredzētā laikā neiesniegs tiesai atsauksmi vai pārsūdzību, spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1934. g. 7. jūnijā.  
L. № 738. g. 6852b  
Priekšsēd. v. B. Staegers.  
Sekretārs v. Stūre.

**Jelgavas apgabaltiesa,** saskaņā ar savu š. g. 28. maija lēmumu, paziņo, ka Jānis Mārtiņa d. Grāmtnieks atzīts par garā vāju, viņa personai un mantai nodibināta aizgādība.

Jelgavā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 237-34. g. 6335v  
Priekšsēd. v. G. Voitkus.  
Sekretārs p. i. N. Liepkalns.

**Jelgavas apgabaltiesa,** pamatodamās uz savu š. gada 17. maija nolēmumu, uzaicina to personu, kuras rokās atrodas obligācija par 1000.— kr. cara rēķ., izdota no Pēterja Krastiņa 1910. g. 7. oktobrī uz Jelgavas Lauksaimniecības biedrības krāšanas un aizdošanas sabiedrības vārdu un korborāta 1910. g. 7. oktobrī ar № 2945 uz nekustamo īpašuma Jelgavas apr., Vircavas muižas Plāksne-Vidus mājām, ar zemes grām. reģ. № 2602, ierasties šai tiesā 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī” un iesniegt minēto akti.

Ja noteiktā laikā akti neiesniegt tiesā atzīs to par iznicinātu un līdzējam Lauksaimnieku Centrālbankai, kas sevi uzdod par šā akta likumīgo īpašnieci, izsniegs akta izrakstu, kas stāties noziedušā oriģināla vietā.

Jelgavā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 696-34. g. 6458z  
Priekšsēdētāja v. G. Voitkus.  
Sekretārs p. i. N. Liepkalns.

**Jelgavas apgabaltiesa,** saskaņā ar savu 1934. g. 12. marta nolēmumu, paziņo, ka promesošā Jāņa Arvida Zilgalvja-Balgalva mantībai nodibināta aizgādība.

Jelgavā, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 5120b/34. g. 6459z  
Priekšsēd. v. G. Voitkus.  
Sekretārs p. i. N. Liepkalns.

**Jelgavas apgabaltiesa,** saskaņā ar savu š. g. 4. jūnija lēmumu, uzaicina kopš 1915. g. bezvēsts promesošo no Aizupes pagasta Jāni (Zāni) - Adoifu Hānbergu, dzim. 1882. g., ierasties tiesā vai dot tiesai par sevi ticamas ziņas viena gada laikā no šā sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī”, un uzaicina arī katru citu personu, kam ir drošas ziņas par minētā Jāņa (Zāņa)-Adoifa Hānberga atrašanās vietu vai nāvi, pieteikt tās šai tiesai, ar brīdinājumu, ka noliktā laikā nesāņēmusi drošas ziņas par to, ka minētais Hānbergs ir dzīvs, tiesa uz ieinteresēto personu lūgumu, saskaņā ar Civiltik. nolik. 1569. p., atzīs viņu par mirušu.

Jelgavā, 1934. g. 7. jūnijā.  
L. № 6220b/34. g. 6460x  
Priekšsēd. v. K. Vītols.  
Sekretārs p. i. N. Liepkalns.

**Jelgavas apgabaltiesa,** uz Civiltik. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1934. g. 10. janvāri mirušā Jāzepa Krista d. Ledaiņa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības pēc piekritības 3 mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1934. g. 7. jūnijā.  
M. L. № 1834-34. g. 6520x  
Priekšsēd. v. K. Vītols.  
Sekr. p. i. N. Liepkalns.

**Liepājas apgabaltiesa** paziņo, ka saskaņā ar tiesas 1933. g. 25. aprīļa lēmumu, izbeigta aizgādniecība par bezvēsts prombūtnē esošo Gotlība Mārtiņa d. Ventimāņa mantību, kas nodibināta ar tiesas 1927. g. 19. maija lēmumu.

Liepājā, 1934. g. 6. jūnijā.  
A. № 337-27. g. 6328v  
Priekšsēd. b. v. O. Dzinters.  
Sekretārs v. E. Sņepkis.

**Latgales apgabalt. 1. civilnodala,** uz Varvaras Savēļevs, dzim. Čirkuns, lūgumu un saskaņā ar Civiltik. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1932. g. 18. martā Grīva Turgeņeva ielā № 152 mirušās Jefronijas Vlasa m. Čirkins (Čirkuns) atstāto mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.”. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 1293a/34. g. 6464o  
Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš.  
Sekretārs K. Kangurs.

**Latgales apgabalt. 1. civilnodala,** uz Minnas Vaiainis lūgumu un saskaņā ar Civiltik. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1933. g. 1. decembrī Saures pagastā Bruņinieku māsas mirušā Adama Antona d. Valaina atstāto mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstn.”. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 1318a/34. g. 6465o  
Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš.  
Sekretārs K. Kangurs.

**Latgales apgabalt. 3. civilnodala** paziņo, ka 1926. g. 20. novembrī mirušā Otto Gaigala 1922. g. 11. jūnijā sastādītais privatēstaments ar Tiesu Palātas 1932. g. 27. aprīļa spriedumu apstiprināts.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 170p/30. g. 6466o  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Latgales apgabalt. 3. civilnodala** savā 1934. g. 5. maija tiesas sēdē izklausījis Semena Jegora d. Golubovska maksātnespējas lietu, par ko sludinājums iespiests „Vald. Vēstn.” 1932. g. 56. num. nolēma: šo lietu par Semena Jegora d. Golubovska maksātnespēju izbeigt uz visiem laikiem.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
L. № 566a/32. g. 6467o  
Priekšsēdētāja b. J. Dāvis.  
Sekretārs K. Ozoliņš.

**Latgales apgabaltiesas reģistrācijas nodala** paziņo, ka saskaņā ar Latgales apgabaltiesas 1931. g. 29. augusta spriedumu uz lik. par admin. tiesām 41. un 42. p. un lik. par kooperatīvām sabiedrībām 21. p. pamata, slēgta un galīgi likvidēta Baltinovas piensaimnieku sabiedrība, kas atzīmēta reģistrā.

Administr. un reģistr. nod. pārz. Konst. Ozoliņš.  
Sekretārs v. A. Auziņš.

**Latgales apgabaltiesas reģistrācijas nodala** ziņo, ka saskaņā ar Latgales apgabaltiesas 1933. g. 28. janvāra spriedumu uz lik. par admin. tiesām 41. un 42. p. un lik. par kooperatīvām sabiedrībām 21. p. pamata slēgta un galīgi likvidēta Kaunatas patērētāju biedrība „Saderība”, kas atzīmēta reģistrā.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
Administr. un reģistr. nod. pārz. Konst. Ozoliņš.  
Sekretārs v. A. Auziņš.

**Latgales apgabaltiesas reģistrācijas nodala** paziņo, ka saskaņā ar Latgales apgabaltiesas 1934. gada 16. maija lēmumu, uz noteik. par kooperatīvām sabiedrībām un viņu savienībām 46. p. pamata, slēgta un galīgi likvidēta Piensaimnieku sabiedrība „Avots”, kas atzīmēta reģistrā.

Daugavpilī, 1934. g. 6. jūnijā.  
Administr. un reģ. nod. pārzinš. Konst. Ozoliņš.  
Sekretārs v. A. Auziņš.

**Rīgas pils. 14. iec. miertiesnesis,** saskaņā ar Sodū lik. 218. p., izsludina, ka ar viņa 1934. g. 20. janvāra spriedumu Nikolajs-Aleksis Torchiani viņa apsdzībā pēc Sodū lik. 235. p. par pienācīgas tirības neievērošanu pie ēdamvielas iepakošanas 1933. g. 23. augustā atzīta par vainīgu un sodīta ar Ls 15.— vai maksātnespējas gadījumā ar trim dienām aresta.

Atzīme. Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Nikolajs-Aleksis Torchiani ir konditorijas-kafetīnas īpašnieks Rīgā Tīrgona ielā № 6.

Rīgā, 1934. g. 7. jūnijā.  
L. № 18. g. 7108  
Miertiesnesis (paraksts).

**Cēsu apr. 1. iec. miertiesnesis** uz Civiltik. nolik. 2011., 2014. un 2019. p. pamata, paziņo, ka pēc 1933. g. 29. decembrī Cēsis Rīgas ielā 3 mirušās Līzes Kleperis atklātais mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības Cēsu apr. 1. iec. miertiesnesim triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas.

Ja minētās personas savas tiesības augšā uzrādītā termiņā nepieteiks, viņas atzīs par šīs tiesības zaudējušām.

Cēsis, 1934. g. 6. jūnijā.  
Miertiesnesis (paraksts).

**Jelgavas pils. iec. miertiesnesis** paziņo, ka viņam Jānis Glizdriņš iesniedzis prasības lūgumu pret Nikolaju Krigeri, kura dzīves vieta nav zināma, par Ls 66,70, kāpēc, pamatojoties uz Civiltik. lik. 75. pantu, uzaicina Nikolaju Krigeri ierasties 2 mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas „Vald. Vēstn.”, miertiesneša kanceleijā Jelgavā Veismaņa ielā № 18 vai uzrādīt miertiesnesim savu adresi.

Ja Krigeris norādītā paziņojumā termiņā nepieteiks savu adresi, pavēsts un citus dokumentus Glizdriņa prasības lietā atstās miertiesneša kanceleijā, un lietu izspriedīs bez viņa klātbūtnes.

Miertiesnesis L. Bērziņš.

**Liepājas 1. iec. miertiesnesis,** uzaicina ar Liepājas apgabalt. 1934. g. 16. marta lēmumu par mirušo atzītā Abrahāma Meiera d. Feinšteina mantniekus, legatārus, fideikomisārus, kreditorus un visus citus, kam varētu būt kādas tiesības vai prasības uz atstāto mantojumu, pieteikt tās tiesības un prasības miertiesnesim 3 mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas.

Tiesības un prasības, kuras nebūs pieteiktas minētā laikā, atzīs par zaudētām uz visiem laikiem.

Liepājā, 1934. g. 7. jūnijā.  
L. № 591. g. 6472x  
Miertiesnesis J. Ziemelis.

**Iļākstes iec. miertiesnesis** vadoties no Sodū lik. 33. p. un 239. p. paziņo atklātībai, ka Iechoks Armermans 1934. g. 16. martā ar likumīgā spēkā stājušos tiesas spriedumu uz Sodū lik. 235. p. pamata sodīts ar Ls 20.— naudas sodu vai nesamaksāšanas gadījumā ar piecām dienām aresta par pienācīgas tirības neievērošanu Armermanim piederošā gaļas tirgotavā Subatā Baznīcas ielā № 1.

Liepājā, 1934. g. 11. jūnijā.  
Miertiesnesis V. Kleinbergs.

**Preiļu iec. miertiesnesis,** pamatodamies uz Latgales Civiltik. 1239. p. un Civiltik. nolik. 1725. un 1727. p., uzaicina 1925. g. 7. februārī mirušā Ontona Andriņa d. Bojara mantniekus, pieteikt savas mantošanas tiesības uz mirušā Rudzētu pag. Steķu sādžā atstāto kustamo un nekustamo mantu minētām miertiesnesim triju mēnešu laikā pēc sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī”.

Preiļos, 1934. g. 7. jūnijā.  
C. I. № 684. g. 6474x  
Miertiesnesis O. Zoliņš.

**Latgales apgabaltiesas Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis,** saskaņā ar savu š. g. 6. jūnija lēmumu un Civiltik. lik. 1725. un 1727. p. un Civiltik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata paziņo, ka pēc 1918. g. 18. martā mirušā Jefrema Archipa dēla Lukaševa ir palicis mantojums, kas atrodas Sakstagalas pag. Kaulācu s., kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar viņu būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības 3 mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Rēzeknē, 1934. g. 6. jūnijā.  
Civiltieta № 390. g. 6352z  
Miertiesnesis (paraksts).

**Latgales apgabaltiesas Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis,** saskaņā ar savu š. g. 6. jūnija lēmumu un Civiltik. lik. 1725. un 1727. p. un Civiltik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata, paziņo, ka pēc 1934. g. 8. martā mirušās Marfas Izota m. Murašova, dzim. Gusevs, ir palicis mantojums, kas atrodas Rēzeknē, Kļievas ielā 8, kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar viņu būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības 3 mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Rēzeknē, 1934. g. 6. jūnijā.  
Civiltieta № 389. g. 6353z  
Miertiesnesis (paraksts).

**Latgales apgabaltiesas Rēzeknes 2. iec. miertiesnesis,** saskaņā ar savu š. g. 6. jūnija lēmumu un Civiltik. lik. 1725. un 1727. p. un Civiltik. X sēj. 1. d. 1239. p. pamata, paziņo, ka pēc 1934. g. 8. martā mirušās Marfas Izota m. Murašova, dzim. Gusevs, ir palicis mantojums, kas atrodas Rēzeknē, Kļievas ielā 8, kamdēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar viņu būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības 3 mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Rēzeknē, 1934. g. 6. jūnijā.  
Civiltieta № 389. g. 6353z  
Miertiesnesis (paraksts).

**Rēzeknes 3. iec. miertiesnesis,** saskaņā ar savu 1934. g. 6. jūnija lēmumu un pamatojoties uz Civiltik. nolik. 1725. p. un Latgales Civiltik. 1239. p., uzaicina 1927. g. 29. martā mirušā Grigorija Nikolajeva mantniekus pieteikt savas mantošanas tiesības uz mantojumu, kas palicis Rēzeknes apr. Ozolmuižas pagastā. Mantojuma tiesības jāpieteic triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Vald. Vēstnesī”.

Rēzeknē, 1934. g. 6. jūnijā.  
Miertiesneša p. i. K. Kampe.

**Latgales apgabalt. Varakļānu iec. miertiesnesis,** saskaņā ar savu 1934. g. 7. jūnija lēmumu un pamatojoties uz Civiltik. lik. 1725. un 1727. p. un Latgales Civiltik. 1239. p., uzaicina 1933. g. 6. maijā mirušās Marijas Jāņa m. Svīlans mantniekus, pieteikt savas mantošanas tiesības augšminētam miertiesnesim uz neilga atstāto kustamo un nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Barkavas pag. Bozānos, triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”.

Pēc šī termiņa noteicēšanas nekādas prasības vairs netiks pieņemtas.

Varakļānos, 1934. g. 7. jūnijā.  
L. № 374. c. g. 6475x  
Miertiesnesis S. Kromans.

**Rīgas apgabaltiesas 3. iec. tiesu izpildītājs J. Kazubierns** paziņo, ka 1934. g. 21. jūnijā pulksten 10 Rīgā, Aisungas ielā 3, dz. 6 pārdos Alfreda Eļstīņa kustamo mantu sastāvošu no kungu uzvalkiem, mēteļiem un patafona, novērtētu par Ls 275.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu, un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1934. g. 8. jūnijā.  
Tiesu izp. J. Kazubierns.

**Rīgas apgabaltiesas 9. iec. tiesu izpildītājs V. Štrauss** Rīgā Bruņinieku ielā 67 dz. 9 paziņo, ka 1934. g. 27. jūnijā plkst. 11 Rīgā Rūpniecības ielā № 3, dz. 15 pārdos Sābess Helsteina mēbeļi, novērtēti par Ls 1450.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā 1934. g. 5. jūnijā. 7208  
Tiesu izpildītājs V. Štrauss.

**Rīgas apgabaltiesas 9. iec. tiesu izpildītājs V. Štrauss** Rīgā, Bruņinieku ielā 67 dz. 9 paziņo, ka 1934. g. 28. jūnijā pulksten 12 Rīgā I. Maskavas ielā № 79, dz. 10 un veikalā pārdos Šmuela Glikmaņa kviešu miltus, putraiņus, tēju u. c., novērtētus par Ls 209,60.—

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1934. g. 8. jūnijā.  
7209 Tiesu izpild. V. Štrauss.

**Rīgas apgabaltiesas 9. iec. tiesu izpildītājs V. Štrauss** (kanceleja: Rīgā Bruņinieku ielā 67 dz. 9) paziņo, ka:

1) Rīgas hipotēku biedrības prasībā par Ls 41.472.— pēc Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas pavēles no 1933. g. 8. augusta № 32870.) un citu kreditoru prasībās, atsaucot š. g. 11. augustā nolikto izsolī, paziņoju, ka tā pārlūkta uz 1934. g. 6. septembri plkst. 10 rītā Rīgas apgabaltiesas sēžu zālē; pārdos pirmajā publiskā izsolē Berka Tukaciņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā Jēzusbaznīcas ielā 5, 3. hipot. iecirknī, ar zemes grāmatu reģistra № 582 (grupā 41, grunts № 73) un sastāv no gruntsgabala un nama. Gruntsgabala platība 92 kv. asis;







# Pasta un telegrafa departaments

Š. g. 20. jūnijā pulksten 11 savās telpās Radio ielā izdos jauktā izsolē **Ugāles, Vestienas, Indras un Liksnas pasta un telegrafa kantora ēkas būvdarbus.**

Nodrošinājums: būvdarbiem Ugāiē Ls 600, Vestienā Ls 400, Indrā Ls 150 un Liksnā Ls 150.  
Tuvākas ziņas dod departamenta būvniecības nodaļa un attiecīgie pastmeistari.

## Liepājas pilsētas elektrības un gāzes iestādēm piegādājamas

**9000 to ogļu, rieksti II un 2400 to gabalu ogļu**

sekošos termiņos: 1934. gada 15. augustā,  
1934. „ 25. novembrī,  
1935. „ 15. janvārī.

Piedāvājumi iesniedzami līdz š. g. 27. jūnijam pulksten 12. Izsoles noteikumi saņemami iestāžu kantorī Kr. Barona ielā 58.

## Rembates virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1934. g. 25. jūnijā pulksten 12 virsmežniecības kancelejā, Krapes pagastā, Krapes muižā

**saimniec. kārtā sagatav. oša un ozola klučus un baļķus:**  
Vien. № 5 Lauberes nov. Novērt.  
apg. № 25, kv. 162, ozola kluči un baļķi 7 g. 2,40 m<sup>3</sup> Ls 80  
atd. 1 c. 1931. g. oša kluči un baļķi 23 g. 3,25 m<sup>3</sup>

kopā 30 g. 5,65 m<sup>3</sup>  
Vien. № 6 Lauberes nov.  
apg. № 25, kv. 160,  
atd. 3 c. 1934. g. oša kluči un baļķi 98 g. 16,78 m<sup>3</sup> Ls 235

Materiālus pārdos pēc zemkopības ministra 1933. g. 31. marta apstiprinātiem nosacījumiem.

Virsmežniecība satur sev tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā Krapē un pie iecirkņu mežziņiem.

## Utrupe. Š. g. 26. jūnijā pulksten 3 pēc pusd. pārdos Rīgas pilsētas krājokļa telpās Kaļķu ielā 9, tās pašas krājokļa uzdevumā atklātā vairākslišanā

**vienu obligāciju par Ls 5000,— nomināl,**

ingrosētu uz nekustamu īpašumu Ventspilī, Kuldīgas un Sofijas ielā, 2. kvart. ar zemes grām. reģ. 16. Tuvākas ziņas augšminētā krājokļa 7262 Zvēr. biržas māksleris P. Rupners.

## Augšpils pagasttiesai, Jaunlatgales apriņķī ir vajadzīgs patstāvīgs tiesas rakstvedis.

Kandidātiem jāiesniedz pagasttiesai rakstveida lūgumraksti ar dokumentiem par agrāko dienestu līdz š. g. 26. jūnijam. Kandidāts būtu vēlams ar attiecīgu praksi Miertiesas vai notāra kancelejā. Vēlama persona ierašanās pagastā namā š. g. 26. jūnijā plkst. 10.  
Dzelzceļa stacija „Jaunlatgale“ 6,5 km. 7255

## 2\* Augšpils pagasta valde.

**Skrieveru pagastam**  
Rīgas apriņķī  
vajadzīgs labi iestrādājis darbveža palīgs (vīrietis)

Vēlēšanas 1934. g. 26. jūnijā plkst. 13. vietējā pagastā namā. Kandidātiem jāiesniedz līdz š. g. 25. jūnijam Skrieveru pag. valdei ar pienācīgu zīmognodevu apmaksāts lūgums, ārstā apliecināta veselība, pierādījumi par izglītību un tiesībām ņemt augšminēto amatu un dokumenti par līdzinējo praksi.

Vēlama persona ierašanās. Alga pēc katēgorijas, brīvs dzīvoklis ar apkurināšanu un apgaismošanu. 7150

## Pagasta valde.

**Rīgas pilsētas darba nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu R № 126503/118503, izdotu no Rīgas pils. valdes darba nodaļas 1932. g. 4. jūlijā Magdalenei-Hertai Lucs (Lutz) 7199

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu, kā pieņemtu par nozaudētu automobiļa atļauju № 1000, izdotu Olgertam Skombam 1934. g. 2. janv.

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu, kā pieņemtu par nozaudētu atļauju № 17669, izd. no Rīgas prefekt. 1922. g. 30. decembrī Elizabeti Klauziņš, tirgošanai ar laikrakstiem. 7203

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu, kā pieņemtu par nozaudētu paziņojumu № 1102, izd. no Rīgas prefekt. administr. nod. 1927. g. 18. febr. akc. sab. „Brīdis“, par izdevniec. nodibin. Rīgā, Brīvības ielā 15.

**Rīgas prefektūras ārējā nodaļa** izsludina par nederīgu, kā pieņemtu par nozaudētu sporta šķiras auto vadiānu. apliec. № 9075, izd. no Rīgas prefekt. 1932. g. 6. sept. Abramam Zēmanim.

**Rīgas kara apr. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto karaklāns, apliec. № 28861, izd. 1931. g. 27. jūlijā no Rīgas kara apr. priekšn. Jānim Pēterim d. Kreifusam, dzim. 1905. g. 7200

**Daugavpils pilsētas valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. L. N. 14194/1694, ko Daugavpils pils. valdes darba apgāde 1932. g. 9. jūn. izdevusi Mozum Lapido. 7161

**Daugavpils pilsētas valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu № 14257/1757, ko Daugavpils pilsētas valdes darba apgāde 1932. g. 9. jūnijā izdevusi Abo. Moins. 7162

**Daugavpils pref. 1. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecinību № 4054, ko Artilērijas laboratorijas priekšn. 1929. g. 28. maijā izdevusi Vjačeslavam Nemire, dzim. 1906. g.

**Daugavpils apr. pol. 2. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto zīrga pasi № 015224, ko 1928. g. 29. febr. Preiļu pol. iec. priekšn. izdevusi Marai Stanilevičs. 55760

**Doles pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto zīrga pasi № 07886/505, ko šī pag. valde 1926. g. 29. apr. izdevusi Jānim Krūzem. 54170

**Ilūkstes apr. pol. 1. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto zīrga pasi № 46107/745, ko Laucesas pag. valde 1933. g. 19. maijā izdevusi Jānim Proščenko. 5407

**Jaunpils pag. valde.** Tukuma apr., izsludina par nederīgiem Valdim Žanim Zvejniekam izdotos: 1) darba grāmatīņu, ko Jelgavas pils. valde izdevusi 1933. g. 4. janv. ar № Z 75716/5322-D, un 2) apliecinību par atliktu iesaukšanu oblig. aktīvajā kara dien. līdz 1935. g. 1. febr., ko Jelgavas-Bauskas kara apr. priekš. ar № 4195 izdev. 1934. g. 7. martā.

**Jaunsvirslaukas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu № 329, ko Annieku pag. valde 1933. g. izdevusi Antonam Bartkevičam.

**Kurcuma pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. KN № 004496, ko Skrudalienas pag. valde 1928. g. 20. apr. ar № 1296 izd. Jānim Kirčenko. 5583c

**Kurmāles pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LP № 012810, ko šī pag. valde 1928. g. 30. jūl. ar № 810 izdevusi Grietai Jēre.

**Kokneses pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto zīrga pasi № 210/01410, ko šī pag. valde 1926. g. 13. janv. izdevusi Jānim Filipsonam. 57060

**Liepājas pilsētas darba apgāde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu № 787, ko Skrudandas pag. valde 1932. g. 24. aug. izdev. Fricim Klābim.

**Liepājas pilsētas darba apgāde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu № 18403/K. 69973, ko Liepājas pils. valde 1933. g. 23. aug. izdev. Jorņam Rudevicam. 7158

**Liepājas pilsētas darba apgāde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. № 4915/K47234, ko Liepājas pils. valde 1932. g. 15. jūnijā izdevusi Fricim Teodoram Mazevskis. 7159

**Liepājas pilsētas darba apgāde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīņu № 420, ko Dunikas pag. valde 1933. g. 1. martā izdevusi Jānim Sileniekam. 7160

**Liepājas pref. 1. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto apl. № 1505, ko Liepājas kara apr. priekšn. 1932. g. 8. februārī izdevusi Gustavam Heringam.

**Liepājas pref. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecinību № 4786, ko 1928. g. Liepājas kara apr. priekšn. izdevusi Jēkabam Lagzdam. 59020

**Laucesas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi № 808 ser. KL № 007208, ko šis pag. valde 1927. g. 14. nov. izdevusi Feodoram Proščenkam. 55820

**Ludzas apr. pol. 1. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. MN № 007520, ko viņš 1928. g. 16. janv. izdevusi Leibam Supers.

**Ludzas apr. pol. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Ludzas apr. priekšn. 1933. g. izdoto ieroču atļauju № 276 un 1934. g. 5. janv. medību apliecinību № 26 ar Ernesta Matisona vārdu

**Ludzas apr. pol. 3. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi № 776 ser. LT № 008776, ko Ezeres pag. valde 1927. g. 5. nov. izdevusi Pēterim Stepujonokam. 55740

**Odzienas pag. valde** izsludina par nederīgu Latv. iekšz. pasi ser. MV № 020582, ko šī pag. valde 1928. g. 5. jūn. ar № 812 izdevusi Jānim Vesetam. 54160

**Madonas apr. pol. 2. iec. pr-k** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi ser. PV № 009298, ko Hizenas pag. valde 1928. g. 21. aug. ar № 846 izdevusi Adolfam Gotfrīdam Ozoliņš-Urgalis. 5697x

**Pāles pag. valde, Valmieras apr.** izsludina par nederīgu Latv. pasi ser. ZK № 015830, ko šī pag. valde 1927. g. 15. nov. izdevusi Almai-Emīlijai Brēde. 57030

**Plāteres pag. valde, Rīgas apr.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. NZ 021582, ko šī pag. valde 1928. g. 27. janvārī izdevusi Minnai Leontīnei Ozoliņš, dzim. Gaillītis.

**Raiskuma pag. valde** izsludina par nederīgiem nozaudētos Jāņa Roguļa dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi № 1836 ser. NT № 005636, ko 1930. g. 11. sept. izdevusi Zaubes pag. valde un 2) aizsarga dienesta apliecinību № 1965, ko 1933. g. izdevusi 10. Cēsu aizs. pulka komand. 59140

**Rēzeknes apr. pol. 5. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. NM № 021232, ko Varakļānu pag. valde 1928. g. 28. apr. ar № 3632 izdevusi Jānim Aloīza d. Justs.

**Rudbārzu pag. valde** izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus Latv. pasēs: 1) ser. BV № 13929, ko Kalvenes pag. valde 1928. g. 12. apr. izdevusi Marijai-Almai Skabulis; 2) ser. BV № 019837, ko Rudbārzu pag. valde 1927. g. 29. nov. izdevusi Annai Knops, dzim. Puķis un 3) ser. BV № 019337, ko Rudbārzu pag. valde 1927. g. 12. okt. izdevusi Jānim Knopam. 54120

**Rundāles pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CK № 603712, ko Cerakstes pag. valde 1928. g. 22. nov. reģ. № 1612 izdevusi Elzai Amālijai Jesuns. 55810

**Rušonu virsmežniecība** izsludina par nederīgu nozaudēto zīmogu-āmuru ar burtiem „M. D.“ un № 2193. 7174

**Sarkanu pag. valde** izsludina par nederīgiem šādus Artemija Sniedziņa nozaudētus dokumentus 1) Latv. iekšz. pasi ser. MT № 011875, ko 1928. g. 4. maijā izdevusi šī pag. valde un 2) kara-klaus. apliecinību № 1035, ko izdevi Madonas kara apr. priekšn. 1932. g. 9. febr. 55850

**Salaspils pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. NT № 001524, ko šī pag. valde 1929. g. 13. dec. ar kārtas № 824 izdevusi Florijam Mazuram. 54140

**Skaistas pag. valde** izsludina par nederīgu kara klaus. apliecinību Nr. 3368/26868, ko Daugavpils kara apr. priekšn. 1923. g. 13./31. martā izdevi Eduardam Ādamā d. Olehno. 55840

**Smārdes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecinību № 303, ko 11. Dobeles kājn. pulka kom. 1933. g. 24. aug. izdevi Edmondam Heinrich ad. Ozoliņam. 5413

**Smiltēnes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecinību № 3366, ko Valkas kara apr. priekšn. 1925. g. 12. febr. izdevi Kārlim Ērmanim.

**Sventes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. KN № 016052, ko šī pag. valde 1930. g. 8. martā ar № 2002 izdevusi Safonijam Suchodincevam. 57050

**Tukuma-Talsu apr. pol. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto apliecinību par iesaukšanas atliktšanu līdz 1935. g. 1. febr. Jānim - Raimonam Laurim uz siim. sar. lit. B. Apliecinību izdevusi Tukuma-Talsu kara apr. priekšn. 1934. g. 5. febr. ar № 1376. 59000

**Tukuma-Talsu apr. pol. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecinības duplikātu № 7124, ko Tukuma-Talsu kara apr. priekšn. 1930. g. 3. sept. izdevi Emīlijai Cimam.

**Tukuma-Talsu apr. pol. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LV № 008465, ko Sēmes pag. valde 1929. g. 19. apr. ar reģ. № 865 izdevusi Marijai-Kristīnei Reķis.

**Valmieras apr. pol. 1. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu Daugavgrīvas artilērijas kom. 1928. g. 25. maijā Pēterim Eglītem izdotu kara klaus. apliecinību № 3999. 59030

**Ventspils apr. pol. 2. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgiem sadegušās zīrgu pasēs: 1) 10 gadus vecai ķēvei dūkas spalvas, 2) 6 gadus vecai ķēvei bēras spalvas un 3) 8 gadus vecai ķēvei bēras spalvas, visas 3 pasēs pēdējo reizi pārrakstītas uz jēkaba Jansona-Šulca vārdu, bet kas tās izdevi nav zināms. 59040

**Lodes pag. valde** izsludina par nederīgiem šādus Valda Ermansonā nozaudētus dokumentus: 1) Latv. pasi ser. ZN № 008078, izd. no bij. Arakstu pag. valdes 1928. g. 17. martā ar № 328; 2) kara klaus. apliecinību № 1521, izd. no Galvenā štāba., apvienotā batalj. kom. 1927. g. 28. maijā un 3) aizsargu dienesta apliecinību № 30580, izd. no 8. Valmieras aizs. puika kom. 1929. g. 27. martā. 59220

**Ventspils apr. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iesz. pasi ser. CT № 017150, ko Ventspils apr. pol. 1. iec. priekšn. 1930. g. 13. martā izdevi Rivali Parns. 55710

**Ventspils apr. pol. 2. iec. priekšnieks** izsludina par nozaudētu darba grāmatīņu, ko Ances pag. valde 1932. g. 14. jūn. ar № K 104825/104 izdevusi Pēterim Andreja d. Galniekam. 57000

**Vidrižu pag. valde** izsludina par nederīgu kara dienestam nederīgā Jāņa-Vilhelma Jansona, dzim. 1907. g. 17. martā, kara klaus. apliecinību № 5420, ko izdevi Rīgas kara apr. priekšn. 1928. g. 4. februārī. 57080

**Vilzēnu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas vecā parauga pasi № 1141, ko Puikules pag. valde 1920. g. 25. martā izdevusi Zelmāi Pēterim m. Vaitis. 5589x

**Višķu pag. valde** izsludina par nederīgu šai pag. valdei pieteikto par nozaudētu Latv. iekšz. pasi ser. JV № 009539/4520, ko šī pag. valde 1928. g. 12. sept. izdevusi Uļjanai Čerņavskis, dzim. Bogdanovs. 53030

**Višķu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. JN № 005061 kārt. № 2661, ko Naujenes pag. valde 1928. g. 10. febr. izdevusi Jānim Kozirevam. 55880

**Dozādi sludinājumi.**

**Rīgas-Kuresaare-Tallinnas līnija.** Kārtējās satiksmes preču-pasažieru tv. „Eestimaa“ 274,61N.R.T. braucieni saraksts par laiku no 1934. g. 1. jūlija līdz 31. oktobrim. Tv. „Eestimaa“ izies no Rīgas 3., 10., 17., 24. un 31. jūlijā, 7., 14., 21. un 28. augustā, 4., 11., 18. un 25. septembrī.

Kuģu aģents: **Hans Dieder. Šmidt,** Rīgā, Miesnieku ielā № 14, 7195 Tālrun. 23485.

**Eiropas tirdzniecības akc. sab. „ETRAK“, Rīgā.**

**Bilance 1933. g. 31. decembrī.**

Aktivs.	Ls	Pasivs.	Ls
Kasē skaidrā naudā.	1 349,35	Akciju kapitāls . . . . .	100 000,—
Preces . . . . .	49 584,34	Rezerves akc. kapitāls . . . . .	864,03
Dēbitori . . . . .	218 859,70	Spec. rezerves akc. kapitāls . . . . .	1 416,57
Inventārs . . . . .	34 557,57	Amortizācija . . . . .	5 408,64
Vekseļi . . . . .	455,—	Kreditori . . . . .	172 641,83
Tekoši rēķini bankās . . . . .	2 943,57	Akcepti . . . . .	30 040,—
Pasta tekošais rēķins . . . . .	10,—		
Peļņas un zaud. rēķ.: atlikums Ls no 1932. g. 4 047,75 peļņa 1933. g. . . . .	1 436,21		
	2 611,54		
	<b>Ls 310 371,07</b>		<b>Ls 310 371,07</b>

**Peļņas un zaudējumu rēķins 1933. g. 31. decembrī.**

Dēbits.	Ls	Kredits.	Ls
Algas . . . . .	52 909,—	Pārdotas preces . . . . .	101 738,72
Tekoši izdevumi . . . . .	32 009,22		
Procentes . . . . .	3 035,03		
Provizijas . . . . .	643,64		
Slimo kase . . . . .	2 436,66		
Nodokļi . . . . .	4 268,96		
Inventārs . . . . .	5 000,—		
Peļņa . . . . .	1 436,21		
	<b>Ls 101 738,72</b>		<b>Ls 101 738,72</b>

6830b

**Labības un sēkļu eksporta-importa akc. sab. HEIMANS JAKOBOVIČS, Rīgā.**

**Bilance uz 1933. g. 31. decembrī.**

Aktivs.	Ls	Pasivs.	Ls
Kase . . . . .	63,85	Akciju kapitāls . . . . .	100 000,—
Inventārs . . . . .	16 923,66	Rezerves kapitāls . . . . .	271,76
Preces . . . . .	152 149,62	Spec. rezerv. kapitāls . . . . .	301,89
Dokumenti uz inkasso . . . . .	61 915,58	Amortizācija . . . . .	1 692,36
Rescontro (dēbitori) . . . . .	22 302,35	Aizņēmumi pret iekšlājumiem (bankas konti — on call) . . . . .	146 591,38
Vekseļi portfeļi . . . . .	865,45	Maksāšanas akcepti . . . . .	16 596,80
Protestēti vekseļi . . . . .	2 246,37	Nesamaksātie nodokļi . . . . .	1 634,94
Zaudējums 1933. g. . . . .	10 622,25		
	<b>Ls 267 089,13</b>		<b>Ls 267 089,13</b>
Event. vērtības (depot-vekseļi bankās) . . . . .	135 000,—	Event. saistības (depot-vekseļi) . . . . .	135 000,—